

à priori(s)

HORS-SÉRIE

INFORMER | QUESTIONNER | EXPLORER | CONVERSER

2023



◆
SE REMETTRE
EN QUESTION

◆
RENOUER
AVEC LE
DÉBAT

◆
REPENSER
LES
MODÈLES

◆
SE
RÉINVENTER

◆
FAIRE
BOUGER
LES LIGNES

◆
FAIRE
ENTENDRE
UNE AUTRE
VOIX


À PRIORI(S),
VOUS ALLEZ AIMER
NOUS LIRE

à priori(s)
LE MÉDIA DES DÉCIDEURS

ÉDITO



DELPHINE JOUENNE,
DIRECTRICE DE LA PUBLICATION

Allégorie du vibrant !

Proposer un sens cohérent mais aussi porter un autre regard sur le monde, c'est le choix audacieux d'À priori(s), notre média en ligne lancé en avril 2022. Il n'existe pas une seule vérité, un seul territoire français, une seule façon de réussir, une grille de lecture unique des événements qui se déroulent sous nos yeux chaque jour et qui bousculent nos habitudes, notre société, nos parcours, nos lieux de vie. Nous partageons chaque semaine des témoignages d'expériences singulières, subjectives, individuelles et authentiques, des réflexions empiriques ou existentielles. À une époque d'isolement et de repli sur soi, nous avons fait le choix de créer ce magazine pour donner matière à la confrontation d'idées et reprendre goût au toucher et à l'objet, pied de nez au métavers.

À contretemps d'un monde en perpétuelle accélération, nous vous proposons de mettre sur pause et de retrouver, nous l'espérons, le goût de la réflexion et du temps long. L'allégorie du vibrant résume

parfaitement cette expérience : dire les choses autrement si l'on se réfère à l'étymologie grecque du terme « allégorie », c'est-à-dire voir au-delà de ce qui est donné à voir. En combinant par la description ou le récit, en développant les situations et les événements qui nous lient, l'allégorie se substitue à l'évocation abstraite d'une analyse ou d'un jugement. Le vibrant, tel une résonance, nous fait reprendre contact avec nous-mêmes, avec les autres et ce qui nous entoure pour mieux nous laisser surprendre. Avec nuance, nous vous proposons donc de faire un pas de côté et de prêter l'oreille à une interprétation fidèle, parfois dissonante ou réinventée des sujets qui nous animent. Nous espérons que vous prendrez tout autant de plaisir à découvrir ces pages que nous en avons eu à les concevoir aux côtés de penseurs, d'auteurs, de décideurs qui nous ont fait la joie d'accepter de se prêter à cet exercice périlleux mais toujours optimiste.

Bonne lecture !



SE
REMETTRE
EN
QUESTION
07

08 CHARLES PÉPIN
« Le doute est une
manifestation de l'intelligence
et non de la peur »



11 ALBERT MOUKHEIBER
Douter et penser : une lutte
d'abord contre soi-même ?



RENOUER
AVEC LE
DÉBAT
15

16 JEAN-PIERRE RAFFARIN
« Réhabiliter le débat face
à la solitude du pouvoir »



17 PIERRE-HENRI TAVOILLOT
« La saveur de la complexité
est meilleure que le goût
de la certitude »

19 MARCEL GAUCHET
« La crise de la démocratie,
une affaire de contenu »



REPENSER
LES
MODÈLES
20

21 DAVID DJAÏZ
Dessiner un nouveau modèle
politique français



25 GASPARD KOENIG
« Les Français ont un vrai
appétit de discussion politique,
de débat »



SE
REINVENTER
28

29 OLIVIER NICOLLIN
Une entreprise familiale
et de cœur

30 VITALIE TAITTINGER
Le champagne en héritage

31 CAMILLE VEVER
L'audacieuse qui a su réveiller
la Maison de joaillerie familiale



33 PASCAL GENTIL
Champion aux nombreuses vies



FAIRE
BOUGER
LES LIGNES
34

35 MOUSSA CAMARA
Promouvoir l'entrepreneuriat
dans les quartiers populaires



37 ABDELAALI EL BADAoui
Banlieues Santé : entreprendre
au service du bien commun

39 LAURENT LAROCHE
Réinventer chaque jour
son territoire au service
de ses habitants



FAIRE
ENTENDRE
UNE AUTRE
VOIX
41

42 VINCENT JUSTIN
Combattre le gaspillage à la
source avec NOUS anti-gaspi

44 MAUD CAILLAUX
Green-Got, un nouveau modèle
bancaire pour construire
un monde souhaitable



46 HORTENSE HARANG
Des fleurs d'Ici... et pas d'ailleurs

47 ARNAUD POURREDON
Sans contrefaçon avec Meditect

49 LAURENCE DEVILLERS
Il est urgent de former
à l'éthique de l'IA



Un bien grand mot, édition 2022

Emmerder, parrainages, négociations, kairos, souveraineté, compromis, canicule, tracances, abondance, inflation, sobriété, radicalité... autant de mots qui ont jalonné l'actualité en 2022. Ces mots sont avant tout des marqueurs forts. Ils parlent de nous et de notre vision de la société, ils traduisent notre perception du monde, nos inquiétudes, mais reflètent également nos ambitions en tant que peuple. La quatrième édition d'« Un bien grand mot » poursuit son objectif initial : donner à voir, en apportant un éclairage sur les sujets d'actualité, donner à comprendre, en revenant au sens même des mots, à leur étymologie et à leur évolution dans le temps, et enfin donner à imaginer, en tirant le fil de la réflexion et en composant, pour la première fois, un mot : démostalgie. Les mots ne feront chair qu'au moment où ils seront réciproques, c'est-à-dire lorsqu'ils seront entendus de tous. Sans compréhension mutuelle, il subsistera toujours une fracture, celle qui met à mal l'unité et la construction d'un avenir commun.

75%

DE L'EFFORT CLIMATIQUE REPOSE SUR L'ACTION DE L'ÉTAT ET DES ENTREPRISES (GIEC)

Dans un contexte économique et social tendu, marqué par les mouvements de grève et un taux d'inflation important, Ifop-Fiducial a mené pour Sud Radio une enquête mesurant la perception des Français sur les grèves dans les raffineries et sur la situation du pays. Les trois quarts d'entre eux (75 %) pensent que l'Hexagone peut connaître une explosion sociale dans les prochains mois. Un chiffre bien au-dessus de celui de février 2018 : 54 % des Français pensaient alors que la France pouvait connaître une explosion sociale à cette époque.



LAURENCE GEAI, DOCUMENTER LA GUERRE

Elle documente le conflit ukrainien par le biais de ses photoreportages : les fragments de vie et de guerre qu'elle saisit à travers l'objectif de son appareil photo apportent un autre regard sur ce conflit dévastateur.



PODCAST

PACTE VERT : L'ÉLAN DE LA TRANSFORMATION

55 % d'émissions de gaz à effet de serre en moins d'ici à 2030, c'est l'objectif fixé par le Pacte Vert européen pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Quelles conséquences cette feuille de route environnementale a-t-elle sur les entreprises et comment les accompagner dans leur transformation positive ?



Pour un Nouveau Pacte fiscal : un puissant répulsif à la démagogie

La campagne présidentielle 2022 ne restera pas dans l'histoire politique de la V^e République comme une campagne de débats de fond, de confrontations d'idées, de projets. Dans ce cadre, les programmes fiscaux ne font pas exception et se sont avérés d'une « banalité confondante » pour reprendre les termes de Philippe Bruneau, président du Cercle des fiscalistes. Et pourtant, certains n'ont pas baissé les bras face à ce triste constat. Interrogés par le cabinet Arsene, dirigeants et experts proposent des mesures fiscales susceptibles de renforcer la compétitivité de nos entreprises et d'assurer un meilleur partage de la valeur ajoutée.

SE REMETTRE EN QUESTION

Dans un monde où l'information s'accélère, où les opinions sont érigées au rang de vérités et où la nuance peut être perçue comme une forme de lâcheté, douter serait-il devenu un luxe ? N'est-ce pas faire montre de courage et de discernement que de se laisser convaincre par un raisonnement qui heurte ses intérêts et ses convictions ? Il est urgent de douter car cela suppose l'écoute, la reconnaissance de l'autre dans ses différences, mais aussi une appréhension plus rationnelle du réel, dont nos démocraties ont substantiellement besoin.



SE REMETTRE EN QUESTION		
		
	<div>CHARLES PÉPIN</div> <div>« LE DOUTE EST UNE MANIFESTATION DE L'INTELLIGENCE ET NON DE LA PEUR »</div> <div><i>Philosophe, romancier, conférencier, Charles Pépin est un des essayistes français les plus traduits à l'étranger. Convaincu du pouvoir de la philosophie il a créé « Les lundis philos » à l'institut MK2, un séminaire ouvert à tous qu'il anime depuis dix ans. Une manière de continuer à transmettre la philosophie et à la rendre accessible au plus grand nombre, et de démontrer que si elle permet de mieux vivre, elle permet aussi de nuancer, douter, pour mieux penser.</i></div>	
	<div>◆ Vous contribuez régulièrement à plusieurs émissions dans les médias pour livrer des éclairages philosophiques. La philosophie est-elle une grille de lecture pour comprendre notre époque et prendre de la hauteur face à l'immédiateté, la vitesse de circulation de l'information ?</div>	<div>La philosophie aide bien sûr à prendre de la hauteur, d'autant plus dans une époque pilotée par une logique de flux : flux de l'information, flux d'images... Il n'y a qu'à voir la manière dont Instagram et, plus encore, TikTok distribuent sans interruption des contenus qui défilent tout seuls dans nos fils</div> <div>d'actualité. Face à cette multitude d'informations, la philosophie peut nous aider à ralentir, voire à nous arrêter. C'est ainsi que j'ai souvent présenté la philosophie à mes élèves : lorsque quelque chose passe très vite, que l'on a l'impression que c'est évident et que ça n'appelle pas de discussion, et bien si,</div>
8		

À PRIORI(S)

arrêtons-nous, pour aller au-delà de ce qui en apparence « va de soi ».

La philosophie est aussi salutaire pour apprendre l'art de la nuance. Aujourd'hui, si les gens manquent de nuance lorsqu'ils s'affrontent, c'est que sur chaque prise de position dans un débat, ils jouent leur identité tout entière. Ce que la philosophie nous apprend, c'est à parvenir à formuler une opinion argumentée, tout en doutant et en en connaissant les limites. Mais cette attitude d'affrontement, d'assertion et de manque de nuance est renforcée par la peur : crise du Covid-19, attentats, invasion russe de l'Ukraine... le monde dans lequel nous vivons est effrayant. Et plus l'être humain a peur, plus il s'accroche à des « certitudes ».

Ainsi, prendre de la hauteur c'est aussi être capable de dire « je n'en sais rien ». La philosophie sceptique de Sextus Empiricus, Diogène, ou même de Socrate à sa manière, nous apprend que nous pouvons exister dans le doute. Dire « je ne sais pas », cela signifie que j'ai quand même envie de savoir, que je suis curieux de ce que l'autre pense, et donc que je vais l'écouter. Mais aussi que je lui fais confiance et que je suis enthousiaste à l'idée de le rencontrer, de dialoguer. Cela n'empêche pas qu'on penche d'un côté, mais sans arborer d'opinion tranchée, de certitudes.

◆ Notre façon de pencher d'un côté ou de l'autre est-elle conditionnée par une forme de déterminisme ?

Exactement. Cela me rappelle un principe de base enseigné à mes élèves : la question n'est pas : « que penses-tu ? » mais : « pourquoi penses-tu ce que tu penses ? ».

On s'aperçoit que si l'on se demandait chaque fois quel était le chemin parcouru pour penser, on penserait avec beaucoup moins d'agressivité et beaucoup plus de doute. Dès lors qu'on instaure une distance entre soi et soi, s'installe plus de douceur envers les autres.

◆ Avez-vous l'impression que la nuance et le doute ont disparu du débat public ? Quelles sont les menaces qui pèsent sur eux ?

Alors qu'il y a encore cinquante ans, les gens manquaient d'information, nous sommes confrontés aujourd'hui à une extraordinaire quantité d'actualités. Mais aussi à un cruel manque de temps. Le phénomène est presque mathématique : nous ne pouvons pas être nuancés si nous avons si peu de temps pour traiter et analyser tous les sujets évoqués.

Cette accélération du flux d'informations se double également d'une forte culture du clash. Les discours dominants sont rythmés par des « punchlines », qui ne se limitent plus au milieu du hip-hop mais ont fait leur entrée dans la vie politique, au sein du débat public. Nous traversons une époque en pleine crise du langage. Malgré une mode de la rhétorique, qui s'illustre par l'engouement récent pour les livres consacrés à l'art de la parole, les concours d'éloquence, ou encore le succès médiatique de Clément Viktorovitch, on s'aperçoit que beaucoup de jeunes manquent cruellement de mots et que la violence et le clash sont devenus une forme de dialogue comme une autre.

Enfin, une autre menace plane sur la nuance, celle de la crispation identitaire. Alors même que l'identité est un concept très en vogue mais très vague, plus multiple que monoculaire, plus changeant que fixe, les

« À l'heure où l'on valorise beaucoup l'expression orale, l'éloquence, je pense qu'il est important d'apprendre à écouter l'autre, ses arguments, son point de vue. Le vrai débat se nourrit de l'écoute et de la conversation. »

Didier Pourquery, journaliste et auteur de « Sauvons le débat : osons la nuance » aux éditions Presses de la Cité

gens se retranchent de plus en plus derrière leur prétendue identité à chaque prise de parole et chaque prise de position. Pourquoi crier ainsi son identité lors d'un débat ? Cela rend les échanges, notamment politiques, caricaturaux : les gens à gauche de l'échiquier politique qui affirment une position nuancée sont immédiatement soupçonnés d'être des social traîtres, et s'ils se situent à droite, ils sont soupçonnés d'être de faux conservateurs, des centristes, des ventres mous. L'obsession de la cohérence, qui empêche de se contredire, de changer d'avis, nuit au débat.

◆ Face à toutes ces menaces, comment réenchanter le dialogue et la pensée critique ?

Je pense qu'il faut redonner des

9

SE REMETTRE EN QUESTION		
<p>munitions à l'esprit de doute. Le doute est une manifestation de l'intelligence, et non de la peur. Déplaçons le curseur du courage et redonnons ses lettres de noblesse à ce qui est rare – la nuance, la modération, la mesure, la souplesse. Le doute questionne aussi la notion de certitude.</p> <p>Le monde est complexe, et par définition, la décision c'est l'art de trancher dans l'incertitude. Le courage de la décision, c'est de décider quand on ne sait pas, c'est l'art de la délibération humaine, de l'hésitation, du jugement.</p> <p>Dans ce contexte, les gens qui tiennent <i>a contrario</i> des propos nuancés semblent ennuyeux, manquer de courage, de conviction, d'absolu, être une sorte de ventre mou médiocre. Mais il existe un argument formidable pour tenir tête à cette idée de ventre mou : l'idée grecque du juste milieu. Pour les Grecs anciens, le « mesotes » est un sommet, situé entre deux extrêmes. Ainsi selon Aristote, toutes les vertus sont des justes milieux entre deux excès – par exemple, le courage est le juste milieu entre la lâcheté et la témérité.</p> <p>Enfin, la rencontre, qui est le sujet de mon dernier livre, est cruciale. À l'échelle d'une société, il faut recréer des espaces pour que les gens se rencontrent davantage : des agoras, des espaces publics de délibération... beaucoup d'initiatives existent déjà, même en virtuel. La rencontre et le contact avec le réel permettent d'être beaucoup plus nuancé, ambivalent, à l'écoute de l'autre, d'aller au-delà de l'idéologie. L'idéologie, disait Hannah Arendt, c'est « l'enfermement dans la logique d'une idée ». Ce qui nous guérit, c'est le réel.</p>	<p>◆ Êtes-vous tout de même optimiste pour l'avenir ?</p> <p>Parfois, le pessimisme est plus éclairant et plus mobilisateur. Mais je crois au pouvoir de la philosophie pour connecter les gens au réel, les mettre en joie. Je suis plutôt un « pessimiste joyeux », avec l'envie d'inviter les gens à penser dans la nuance, chercher des solutions dans la nuance. Plutôt que de forcer à un optimisme fake – très en vogue depuis le boom d'un certain</p>	<p>développement personnel et du self-help – je préfère l'idée de donner des clés de lecture, de pensée, des envies et donc de la joie.</p> 
<p>◆ Qu'est-ce qu'un a priori pour vous ?</p> <p>Se remettre en question, c'est repenser ses propres a priori, qui sont le fruit de nos subjectivités. Une invitation à prendre de la hauteur, sur laquelle reviennent Charles Pépin et Albert Moukheiber.</p> <p>Charles Pépin : C'est un très beau terme, philosophiquement complexe. D'abord, l'a priori peut être synonyme de préjugé – et donc de l'ordre de l'opinion au sens de Platon (« l'opinion est du genre du cri » écrit-il dans « Le Philèbe »), à savoir un jugement qui n'est pas pensé, argumenté et sur lequel nous n'avons pas de distance.</p> <p>Mais c'est aussi, selon la philosophie de Kant, un principe qui, pour être valable, ne nécessite pas d'être vérifié du point de vue de l'expérience. Cette polysémie est intéressante car le métier de professeur, c'est justement questionner et déconstruire les a priori, pour apprendre à penser, parfois contre</p> <p>soi, et à entretenir un rapport souple et distancié avec ses propres opinions. En somme, l'a priori est ambivalent, comme l'est la vraie vie !</p> <p>Albert Moukheiber : C'est un des mots que j'utilise le plus dans ma vie quotidienne. L'a priori est une notion centrale dans mon travail, car notre cerveau fonctionne sur le principe des a priori : nous ne voyons pas le monde tel qu'il est, mais plutôt tel que nous sommes ! La période de pandémie que nous avons traversée a renforcé ce mécanisme. Covid, vaccins... la situation était très incertaine.</p> <p>Dans les moments d'incertitude et d'ambiguïté, chacun stabilise la réalité avec ses a priori. Par exemple, si mon a priori est d'être méfiant envers le corps pharmaceutique ou la science, je serai plus hostile à la vaccination. Si au contraire mon a priori est d'être médecin immunologue, je serai plus enclin à défendre la vaccination. Chacun s'approprie les sujets incertains en fonction de paramètres qui lui sont propres, et ainsi, il y a une grande variabilité d'interprétation d'un même réel, pourtant commun, à la faveur de nos biais, de nos subjectivités.</p>		
10		

À PRIORI(S)		
		
<p>ALBERT MOUKHEIBER</p> <p>DOUTER ET PENSER : UNE LUTTE D'ABORD CONTRE SOI-MÊME ?</p> <p><i>Albert Moukheiber est psychologue clinicien et docteur en neurosciences cognitives. Le chercheur multiplie les projets scientifiques et les interventions dans le débat public pour expliquer au plus grand nombre les rouages de notre cerveau et les pièges qu'il nous tend dans notre appréhension du monde.</i></p>		
<p>◆ Depuis plusieurs années, et en particulier lors de la crise sanitaire, un certain nombre d'individus ont tiré profit de la diffusion de fake news. Quel regard portez-vous sur ce phénomène ?</p> <p>Notre cerveau est mécaniquement attiré par les explications. Les fake news sont souvent des explications qui jouent sur nos a priori et proposent de sur-simplifier un réel très complexe et inhabituel.</p>	<p>Il est souvent plus simple d'y croire, car obtenir une information facile, crédible et qui confirme ses intuitions, lève l'incertitude. On croit une nouvelle qui est facilement intégrable dans notre modèle mental préexistant car c'est moins coûteux.</p> <p>◆ Et dans votre réflexion scientifique, à quel moment vous êtes-vous intéressé à la question des fake news ?</p>	<p>En tant que psychologue, je m'intéresse depuis longtemps à la manière dont on forme son opinion, d'abord d'un point de vue clinique. Les troubles mentaux biaisent énormément la manière dont on interprète la réalité : quand on est anxieux, on imagine le pire, quand on est déprimé, on a tendance à traiter davantage les informations négatives que les informations positives, etc. Donc, je me suis intéressé à ce sujet d'abord en tant</p>
11		

SE REMETTRE EN QUESTION		
<p>que clinicien, bien avant l’émergence des réseaux sociaux. L’analyse des mécanismes de fake news était donc le prolongement naturel de mes connaissances, appliquée non plus à la question des troubles mentaux mais à la population générale, à la lumière de l’actualité.</p>		<p>Mais elles ont une grande part de responsabilité puisqu’elles permettent de faire émerger certains contenus plutôt que d’autres et de diffuser d’éventuelles fake news.</p>
<p>◆ Vous travaillez notamment avec le CSA sur la lutte contre la désinformation en ligne. Observez-vous un engouement croissant pour les fake news et ce qu’on appelle les théories complotistes ?</p>	<p>« Penser, c’est toujours penser contre son cerveau »</p> <p>Gaston Bachelard, philosophe</p>	<p>◆ Que préconisez-vous pour endiguer ce problème ?</p>
<p>Je ne pense pas qu’il y ait d’engouement autour des théories du complot. Il y a un biais de sélection quand on parle des complotistes : on les essentialise sur deux ou trois opinions saillantes (à l’exemple de celles qui ont émergé pendant la crise sanitaire), mais en règle générale, il n’y a pas de boom particulier.</p>	<p>frontières. Avec Internet, les réseaux sociaux, il y a une fédération parfois mondiale autour de récits qui ne sont pas vrais.</p>	<p>Concernant les plateformes, il faut de la législation. Pour réguler, comprendre comment ça marche et non pour contrôler l’information, car il faut être très prudent avec les dangers que présente ce contrôle pour ne pas tomber dans l’écueil d’un « ministère de la Vérité » et de la propagande.</p>
<p>Ce qui est en revanche particulier, c’est la polarisation des opinions et l’essentialisation des opinions – en « complotiste » ou en « mouton du gouvernement », etc. – mais il serait de mauvaise foi de blâmer les individus car il s’agit selon moi d’un mécanisme systémique : il y a des causes cognitives bien sûr, mais aussi sociales, liées au système éducatif, aux inégalités, à un manque d’accès aux soins...</p>	<p>◆ L’avènement d’Internet et des plateformes sociales est-il selon vous responsable ?</p>	<p>N’oublions pas que la plupart des situations – et notamment les situations incertaines et nouvelles – présentent de l’ambiguïté : parfois, on ne sait pas réellement qui a raison et qui a tort. Il faut ainsi au moins pouvoir comprendre comment circule l’information et comment telle ou telle information est favorisée au détriment d’une autre, peut-être plus fiable, plus vraie. Donc légiférer non pas pour encadrer le discours mais pour en comprendre les rouages.</p>
<p>Alors, on ne devient bien entendu pas complotiste par une sorte de ligne droite toute tracée, c’est un phénomène multifactoriel, complexe, pernicieux... Mais j’ajoute qu’il a toujours existé. L’espèce humaine se raconte depuis toujours des histoires.</p>	<p>Il n’y a pas assez de transparence sur le fonctionnement des algorithmes. C’est le cœur du problème : les plateformes refusent de rendre public leur fonctionnement. Est-ce que Facebook et Twitter polarisent la société ? Poussent des publications sur les « fake meds » ? Favorisent la montée de l’extrême droite ? Ou tout simplement telle idéologie plutôt qu’une autre ?</p>	<p>Il y a aussi une dimension pédagogique à avoir, d’éducation aux médias, d’éducation au raisonnement critique. Mais cela n’est pas suffisant et on ne peut pas faire porter à l’individu une responsabilité systémique. Par ailleurs, l’éducation à l’esprit critique n’est pas nécessairement transférable au réel : prenons l’exemple des vaccins, si l’on veut développer un esprit critique sur les vaccins, il faut comprendre comment fonctionne le système immunitaire. C’est la même chose pour la mécanique, il faut</p>
<p>La nouveauté, c’est l’apparition de récits communs, qui dépassent les</p>	<p>Les plateformes refusent de répondre en jouant sur un flou juridique et sur la responsabilité des utilisateurs et des auteurs des publications, arguant qu’elles ne seraient que des canaux d’informations, des « tuyaux ».</p>	
12		

À PRIORI(S)		
<p>comprendre comment fonctionne une voiture, etc. Il n’y a pas de « don magique » permettant d’aiguiser son esprit critique. Je travaille moi-même sur l’esprit critique depuis quinze ans, et je n’ai pas un meilleur esprit critique qu’une personne lambda, tout simplement parce que je n’ai pas accès à toutes les connaissances sur tous les sujets.</p>	<p>canaux supposés être les garde-fous de la société.</p>	<p>de politiques, de professeurs, de médecins exprimer des doutes, implicitement, cela permet de promouvoir le doute.</p>
<p>Il faut une compréhension épistémologique pour connaître un sujet et, comme nous ne pouvons pas être experts en tout, nous devons déléguer cette connaissance, faire confiance. Une grande partie de l’esprit critique passe par le fait de déléguer nos pensées aux autres. C’est un exercice non pas individuel mais collectif.</p>	<p>Avant de vouloir contrôler ce que pensent les complotistes ou ce que diffusent les bots russes, qui propagent une désinformation à longueur de journée, nous pourrions commencer par améliorer nos propres « prestations » : faire en sorte que nos chaînes d’information en continu cessent leurs titres sensationnalistes qui ressemblent comme deux gouttes d’eau à ceux des fake news, donner de réels moyens au système éducatif pour fonctionner, travailler encore sur les inégalités sociales... toutes ces boucles de rétroaction que les complotistes vont utiliser contre le système pour mieux l’attaquer.</p>	<p>Lorsqu’on effectue des recherches sur l’expression de l’incertitude, on remarque assez bien que cette expression n’a pas un effet très important sur la confiance, voire même que cela peut avoir des effets positifs. Nos gouvernements auraient donc tout intérêt à exprimer leur doute et leur incertitude, ne serait-ce que pour éviter de devoir faire marche arrière (par exemple sur la question des masques ou sur celle de l’efficacité des vaccins). Devoir rebrousser chemin après avoir affirmé une information contradictoire a un effet infiniment plus grand sur la confiance des citoyens.</p>
<p>◆ Vous soulignez l’importance de déléguer, de faire confiance. Accordons-nous cette confiance aussi en fonction de nos biais cognitifs ? Et avons-nous une propension plus forte à croire qu’à questionner ?</p>	<p>On préfère se demander « comment combattre les complotistes » ou « comment lutter contre les producteurs de connaissance complotiste » mais, de l’autre côté, il y a tout un pan que l’on ignore, à savoir comment s’améliorer nous-mêmes, pour que notre offre et notre récit censés expliquer le monde soient plus attractifs ? Comment leur rendre la tâche plus difficile en proposant un système avec un capital de confiance suffisant et plus de cohérence ?</p>	<p>Il faudrait donc montrer l’exemple et garder une part d’humilité épistémique, accepter que sur certains sujets, on est ignorant. Les débats sur les chaînes d’information en continu ne vont malheureusement pas dans ce sens, en proposant à des « experts » que j’appelle volontiers « toutologues » d’exprimer leur avis sans connaître les sujets – ces fameux éditorialistes qui lundi parlent du nucléaire, mardi des OGM, mercredi des vaccins et jeudi de la Russie. Tout ceci n’aide pas à conserver l’esprit critique et l’esprit de doute, mais je ne pense pas qu’ils soient voués à disparaître.</p>
<p>Nous n’avons pas nécessairement une propension forte à croire, mais plutôt une propension à évaluer les informations qui nous sont disponibles. Et malheureusement, nous n’avons pas fait un travail optimal dans ce qu’on appelle la cohérence systémique : cela fait des décennies que nos gouvernements disent qu’il faut réduire les inégalités, et pourtant elles se creusent, des années qu’il faut renforcer le système éducatif et nous arrivons à un point où il y a plus de postes à pourvoir que de candidats qui ont réussi les concours d’enseignement... Dans ce contexte, on ne donne malheureusement pas beaucoup de raisons de faire confiance aux</p>	<p>◆ Le paradoxe des complotistes est de prétendre partir d’un discours qui met en doute une version officielle, mais qui aboutit finalement très rapidement à une forme de dogmatisme en affirmant une vérité. Dans notre société, comment promouvoir le doute ?</p>	<p>Derrière ces phénomènes, il y a une grande égalisatrice qui s’appelle le réel : par exemple, sur la vaccination, on arrive finalement quand même à près de 80 % de personnes vaccinées. C’est le réel qui nous rattrape toujours et donne le feedback ultime.</p>
13		



◆ **Pensez-vous que l'on puisse éduquer à l'esprit critique ?**

On peut éduquer à certains piliers de l'esprit critique.

Parmi ces piliers, il faut d'abord un bon contrôle métacognitif (ne pas croire toutes les hypothèses avec lesquelles me nourrit mon cerveau), ensuite de bonnes compétences argumentatives (connaître les biais, les erreurs de rhétorique, comment déconstruire un argument...), mais aussi certaines attitudes (des postures d'humilité, d'ouverture d'esprit) – et là c'est déjà plus compliqué à apprendre –, et enfin, un dernier pilier encore plus complexe : la connaissance épistémique d'un sujet, parce qu'on ne peut pas éduquer tout le monde sur tous les sujets, de la physique quantique au nucléaire, en passant par l'architecture, l'urbanisme ou l'immunologie. Notre espérance de vie ne nous permet malheureusement pas de devenir expert en tout.

L'espoir, c'est que les trois premiers piliers soient déjà assez présents : être conscient qu'on ne devrait pas nécessairement se faire confiance sur tout, réaliser les limites de ses

connaissances. Gardez en tête que vous êtes aussi intelligent que votre cerveau et que ce cerveau peut vous raconter des histoires aussi intelligentes que nécessaire pour vous tromper. Il faut alors que la quête de l'esprit critique et du doute soit d'abord une sorte de guerre contre soi-même, avant d'être une guerre contre les autres.

« Le moteur de la pensée, c'est la contradiction, c'est la critique qui oblige à argumenter, parfois à changer ses propres analyses. »

Étienne Klein, philosophe et physicien, directeur de recherche au Commissariat à l'énergie atomique (CEA)

À MÉDITER

De 300
à 3 000
mots

soit la variation du vocabulaire quotidien selon le milieu dans lequel on évolue



51%

des internautes français ont déclaré en 2021 avoir vu au moins une information qu'ils jugent fausse ou peu fiable au cours des trois derniers mois, sur des sites d'information ou des médias sociaux

53%

des Français disent souffrir de « fatigue informationnelle »

3 secondes

le temps moyen estimé pour traiter une information

RENOUER AVEC LE DÉBAT

Les mots sont notre terreau commun. Porteurs de sens, ils sont la condition sine qua non de la démocratie, régime de la parole par excellence. Sans eux, impossible de s'exprimer, de délibérer, de s'accorder sur ce qu'est l'intérêt général. Hélas, trop souvent l'émotion prend le pas sur la raison. Trop souvent le débat se mue en polémique. Pour éviter cette dégradation du débat public, il est plus que jamais nécessaire que la démocratie tienne toutes ses promesses.

Qu'elle permette aux citoyens de s'exprimer, d'être entendu, de peser sur la prise de décision. Sans quoi la parole se radicalise, le lien entre les citoyens et les dirigeants s'érode, la confiance laisse place à la défiance.



RENOUER AVEC LE DÉBAT

JEAN-PIERRE RAFFARIN

« RÉHABILITER LE DÉBAT FACE À LA SOLITUDE DU POUVOIR »

Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre de Jacques Chirac, revient sur les enjeux du quinquennat actuel. Avant même les réformes fiscales ou celle des retraites, un impératif s'impose : une réforme institutionnelle puissante. Il est ainsi convaincu que si le chef de l'État n'arrive pas à renouveler le système politique avec plus de débats et de représentativité, la prochaine élection présidentielle verra la victoire d'un candidat radical.

◆ Comment appréhendez-vous le paysage politique actuel ?

Alors que la société est divisée, comment réussir à faire en sorte que ce leadership ne soit pas une variante de l'exercice solitaire du pouvoir ? Nos institutions, c'était le souhait du général de Gaulle, ne chargent le président que « de l'es-

sentiel » mais au fil du temps tout remonte à l'Élysée et ainsi le président est omniprésent et souvent surexposé. Je suis convaincu que cette organisation institutionnelle a besoin d'un nouvel élan. Il faut redonner du sens politique à nos échanges et à nos décisions. Quand la violence avance, c'est que la politique recule car cette dernière a justement été inventée pour lutter contre la violence.

Les manquements sont pourtant identifiés : notre Parlement est assez inexistant, le débat social a quasiment disparu, la décentralisation est très faible et nous manquons de lieux de délibération. La solitude du pouvoir, autrefois nécessaire, est désormais une impasse. Je le dis avec gravité, nous sommes au bord de l'échec avec l'extrémisme aux portes du pouvoir. Redistribuer le pouvoir dans le pays, rééquilibrer les rapports

de force et multiplier les lieux de délibération sont trois priorités qui s'articulent pour moi autour de trois axes principaux :

— L'axe du Parlement, en redonnant à cette assemblée une légitimité et une nouvelle dynamique. Pourquoi ne pas découpler l'élection présidentielle de l'élection législative par exemple ? Un mandat de quatre ans pour les députés permettrait d'organiser des élections législatives au cours du quinquennat. Il pourrait aussi être utile de revenir sur le cumul des mandats afin d'éviter l'affrontement entre les responsables politiques nationaux et locaux.

— L'axe du social. Il faut réinventer sans doute des forces sociales renouvelées. Le débat social est indispensable dans le pays et les forces sociales doivent pouvoir exister efficacement afin d'encadrer les opinions et favoriser les débats.

— L'axe de la décentralisation, pour lequel il faut aller bien plus loin et envisager, enfin, une rupture avec le jacobinisme historique français. Cette réforme du partage du leadership est donc la mère de toutes les réformes et celle à laquelle notre président, le plus jeune et le plus expérimenté, doit s'atteler.

◆ Sur l'axe social justement, comment renouer le dialogue avec les organisations professionnelles au-delà de la simple consultation ?

Mettre « tout le monde » autour de la table ne suffit pas ou plus car la consultation n'est pas suffisante pour faire vivre une démocratie sociale. Prenez le corps humain par exemple, pour éviter les fractures les articulations sont indispensables. Trop longtemps, nous avons sous-estimé les corps intermédiaires,

16

À PRIORI(S)

articulations du dialogue social. Alors bien sûr les conventions citoyennes sont des choses qui peuvent s'avérer utiles. Mais là encore, il faut manier ces mécanismes avec habileté.

Les conventions citoyennes ne sont pas les bons forums pour aborder des sujets d'expertise mais restent légitimes pour exprimer des colères, des émotions, des propositions. Ces moments de catharsis collective sont importants. En ce sens, je pense qu'il pourrait être judicieux de réunir les citoyens et leurs représentants au sein de ces conventions citoyennes. Ainsi, des séances de questions au gouvernement pourraient être par exemple organisées avec des Français tirés au sort.

PIERRE-HENRI TAVOILLOT

**« LA SAVEUR DE LA COMPLEXITÉ
EST MEILLEURE QUE LE GOÛT
DE LA CERTITUDE »**

Le philosophe Pierre-Henri Tavoillot souhaite redonner à la délibération ses lettres de noblesse. Contre les positions tranchées, il plaide en faveur de débats alliant complexité et convivialité.

Peuple et pouvoir : la démocratie libérale que nous connaissons en France s'est progressivement forgée autour de cet accord entre deux notions a priori contradictoires. Force est de constater aujourd'hui certains dysfonctionnements structurels qui sont autant de risques pour notre système libéral exigeant. Pierre-Henri Tavoillot, philosophe, essayiste et auteur de « Comment gouverner un peuple-roi ? » (Odile Jacob, 2019), revient sur l'importance de renouveler les méthodes démocratiques pour préserver notre bien le plus cher.

◆ **À quoi attribuez-vous le manque de délibération en France ?
À une dépolitisation de la société ?
À une faiblesse technique des représentants ?**

Je pense que la société reste politique en général, mais comme le système de partis disparaît progressivement, la délibération interne aux partis s'érode.

Le débat public existe toujours bien sûr mais la délibération, ce n'est pas ça, c'est l'examen avant et pour la décision en gardant toujours la décision en ligne de mire. Cette dimension-là, seuls les parlementaires peuvent l'intégrer car ils sont dans la politique et sont censés posséder l'expertise technique nécessaire.

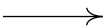
En France, constatant leur faible légitimité, parlementaires et pouvoir exécutif décident de déléguer la prise de décision à des autorités administratives indépendantes ou au juge. Or quand les politiques désertent le terrain politique c'est le début de la nomocratie, soit une trahison de la démocratie.

17

RENOUER AVEC LE DÉBAT

REPENSER LES MODÈLES

Les bouleversements complexes que traversent nos sociétés invitent à s'adapter avec résilience et inventivité à de nouveaux enjeux, pour bâtir collectivement de nouveaux paradigmes, choisir de nouvelles trajectoires. Défis environnementaux, décarbonation de l'économie, avenir de nos démocraties, vivre-ensemble... pour répondre à l'ampleur de ces questions contemporaines, il est essentiel de recréer des espaces de délibération citoyenne, à même de renouveler et de consolider le contrat social. Des penseurs et acteurs de terrain partagent leur vision et leurs propositions pour redessiner les contours d'un monde en profonde mutation.



DAVID DJAÏZ

DESSINER UN NOUVEAU MODÈLE POLITIQUE FRANÇAIS

Essayiste et conseiller chargé du Conseil national de la refondation au cabinet de la Première ministre Élisabeth Borne, David Djaïz est l'auteur de l'ouvrage « Le Nouveau Modèle français » (2021) au sein duquel il tire les enseignements politiques de la deuxième moitié du XX^e siècle afin de dessiner avec précision un « nouveau modèle français » et de partager une vision institutionnelle, économique et sociale à la base d'un contrat de société renouvelé.

◆ **Un mot peut-être en introduction sur la dernière campagne présidentielle. Comment avez-vous perçu les débats, le climat politique dans lequel celle-ci s'est insérée ?**

De la même manière qu'on a pu parler en 1939-1940 d'une « drôle de guerre », on pourrait évoquer une drôle de campagne. En effet, je constate – et déplore – qu'il n'y ait pas vraiment eu de débat structurant avec des confrontations

de visions de société. Où sont les grandes réflexions de fond autour des grandes politiques publiques comme l'éducation, l'énergie, l'école, l'aménagement du territoire, ces aspects que les Anglais appellent « policy » ? Dans le même temps, la campagne semblait saturée sur le plan de la tactique politique, du « politics » et sur le point de vue de la « polity » c'est-à-dire la métapolitique. Saturation de petites phrases et d'invectives.

Le système médiatique est ainsi fait et empêche, à mon sens, les discussions sur les projets d'action publique de se tenir sereinement.

◆ **Qu'est ce qui, selon vous, aurait dû être porté dans le débat public par les candidats ? Quels sont ces « projets de fond » que vous évoquez ?**

Il me paraît important d'avoir de véritables discussions sur

REPENSER LES MODÈLES		
<p>la stratégie énergétique, sur le redressement éducatif, la place de la France dans le monde.</p> <p>J’entends souvent parler de « dernière chance » pour le pays mais je ne partage pas cette vision négative. Nous ne sommes pas dos au mur. Le pays peut compter sur énormément de ressources, naturelles, économiques, humaines et nous sommes définitivement résilients. Nous avons par exemple mieux surmonté la crise du Covid que dans d’autres pays. Simplement, nous devons être conscients des défis auxquels nous sommes confrontés.</p> <p>J’identifie ainsi trois principales faiblesses pour la France :</p> <p>— Le déclin éducatif – notamment en sciences et en mathématiques – et la perte de savoir-faire techniques et industriels.</p> <p>— La désindustrialisation, la perte de substance de l’appareil productif (qui se traduit par un déficit commercial abyssal), l’érosion de compétitivité et le manque d’ambition industrielle collective.</p> <p>— La très profonde crise démocratique liée à un système institutionnel à bout de souffle.</p> <p>◆ Revenons sur ce dernier point, comment peut-on améliorer ce lien entre les citoyens et leur système politique ?</p> <p>Il n’y a pas de recette miracle, évidemment, mais je suis persuadé qu’il est nécessaire d’effectuer un « travail de couture » précis, efficace.</p> <p>En premier lieu, il est indispensable de relancer la machine</p>	<p>méritocratique car c’est le cœur de la confiance. Les citoyens n’ont confiance dans le système démocratique et dans sa représentation que s’ils ont le sentiment que celui-ci les respecte, tous dans leur diversité, et s’il donne la possibilité à chacun de construire sa propre trajectoire. Le sujet de la confiance, primordial, est presque extra-politique et lié à la capacité du système à délivrer sa promesse.</p> <p>À côté de cela, je pense qu’il y a des améliorations à apporter sur le plan des institutions.</p> <p>De mon point de vue, il pourrait s’avérer pertinent de déconnecter davantage la fonction présidentielle de la fonction gouvernementale en donnant au président un septennat. Cela lui permettrait de se concentrer sur le long terme tandis que le gouvernement serait le résultat d’un contrat de coalition à l’Assemblée nationale avec l’introduction, enfin, d’une dose de proportionnelle pour favoriser les compromis. Le Conseil économique social et environnemental (CESE), cette troisième chambre souvent oubliée, pourrait également être transformée en « Chambre de l’avenir », c’est-à-dire une chambre dans laquelle les différents corps intermédiaires participeraient à la fabrication des stratégies de long terme.</p> <p>C’est bien cette notion de temps long qu’il faut garder à l’esprit. Il ne peut y avoir de vision forte sur de courtes échéances. En revanche, la délibération, elle, doit être continue et favorisée à l’intérieur de la société. Pourquoi ne pas envisager par exemple des cycles délibératifs autour des grands choix d’avenir (l’Éducation, l’Industrie, la Santé, la Défense...) à fréquence régulière afin de</p>	<p>nourrir une feuille de route globale ? Toutes ces actions mises bout à bout contribueraient à améliorer la qualité de notre système démocratique et donc la confiance des citoyens.</p> <p>◆ Comment ces cycles-là se pensent-ils justement ? Comment passer de l’idée à la mise en œuvre opérationnelle, en tenant compte des contraintes de la vie politique et démocratique ?</p> <p>J’ai déjà évoqué une prise de hauteur politique et symbolique de la fonction présidentielle. Au-delà de ça, la concertation est un élément clé. Aussi, je trouverais intéressant d’avoir des cycles de débats, une fois par an, sur une question d’intérêt national. Mettre cette question en discussion de façon organisée, sous la forme d’un grand débat public, et faire ensuite travailler toutes les parties prenantes liées au sujet. L’objectif, vous l’avez compris, est de définir un cadre d’action consensuel qui dépasse les conflits politiques et idéologiques afin de travailler en profondeur sur le sujet, sous tous ses angles.</p> <p>Je suis un grand adepte de la Commune italienne et en particulier de la Commune de Florence à l’époque de l’Humanisme civique. Bien sûr, ce n’est pas une démocratie au sens où on l’entend mais ce que l’on appelait le « gouvernement civil » permettait la participation d’un grand nombre de personnes à la décision. C’est ce système-là qu’il faut faire advenir en France. Il ne s’agit pas seulement d’inventer des gadgets participatifs parce qu’on consulte les gens sur tel ou tel sujet. C’est vraiment un changement de philosophie auquel nous devons procéder. Au fond,</p>
22		

À PRIORI(S)		
	<p>C’est la forme la plus aboutie de l’interdépendance sociale.</p> <p>L’existence des nations nous rappelle que le monde n’est pas seulement une agrégation de liens économiques entre des vendeurs et des acheteurs mais qu’il existe des espaces sociaux traversés par des affects, par des représentations, des imaginaires collectifs à la fois rétrospectifs et projectifs.</p> <p>À partir de là, l’enjeu est de faire coopérer des nations autour de problématiques mondiales, comme le réchauffement climatique, et « en même temps » de leur permettre de préserver certaines spécificités comme le niveau de redistribution par exemple.</p> <p>Au niveau européen c’est le même principe, il faut trouver une articulation habile dans une logique gagnant-gagnant avec des problématiques réglées à l’échelle européenne et d’autres au niveau national. L’enjeu est d’avoir des nations fortes dans une Europe forte, en complémentarité.</p> <p>◆ Vous évoquez à plusieurs reprises « le défi éducatif » auquel nous sommes confrontés. Quelle serait la priorité pour l’Éducation nationale ?</p> <p>La facilité tactique est de se concentrer sur tel ou tel échelon académique et je comprends la contrainte politique inhérente à ce ministère mais la vision stratégique nécessite d’avoir une approche d’ensemble, de très long terme.</p> <p>Là encore il n’y a pas de recette miracle mais certains points d’attention sont déjà identifiés :</p> <p>— L’amélioration de la formation fondamentale, notamment en</p>	<p>mathématique et en science. Il est important d’agir dès l’enseignement primaire afin d’améliorer la formation et la rémunération des enseignants. Cela signifie aussi des plus petits effectifs en zone Rep+ et un effort particulier au lycée.</p> <p>— La question, centrale, de la mixité sociale : j’aimerais porter l’idée d’un service public de l’internat et du mentorat pour permettre aux élèves méritants des zones défavorisés d’être scolarisés, hébergés, tutorés du lundi au vendredi dans des lycées ou des collèges de centre-ville.</p> <p>— La réforme du service de l’orientation qui pourrait avoir des conséquences fortes sur la mobilité sociale et donc l’économie.</p> <p>Tout cela nécessite de la constance et de la cohérence et ne peut pas être réalisé à l’échelle d’un seul quinquennat par un ministre, aussi iconique soit-il. Il faut une vraie stratégie nationale pour l’école. Au-delà de la stratégie, il est important qu’elle soit mise en œuvre avec efficacité et donc qu’elle soit délibérée avec toutes les parties prenantes. C’est vraiment tout un cycle de politiques publiques à penser.</p> <p>◆ Terminons cet entretien sur le défi économique du pays. Vous évoquiez en introduction la nécessaire réindustrialisation de la France, comment voyez-vous l’évolution de notre modèle sur cet aspect ?</p> <p>Le sujet le plus important est sans aucun doute la transition énergétique. En effet, parler de transition énergétique ne veut pas seulement dire passer des fossiles au nucléaire mais c’est prendre conscience du changement</p>
23		

REPENSER LES MODÈLES		
<p>des lois vétilleuses. En revanche, ils n’ont plus confiance en la capacité du gouvernement à gérer la question sanitaire ou géopolitique par exemple, affectant le contrat social et la confiance en l’État de droit. C’est très grave !</p> <p>◆ Lors des dernières élections législatives, les médias ont largement insisté sur l’abstention. Les Français vous ont-ils semblé désintéressés de la politique ?</p> <p>Je crois que les Français ont peu d’intérêt pour ce qui se passe au sein du gouvernement. En revanche, ils ont un vrai appétit de discussion politique, de débat, d’idéologie.</p> <p>J’ai été marqué par la profondeur de leur réflexion politique, leurs histoires politiques personnelles sont complexes et réfléchies. Nombre d’entre eux ont pris le temps de m’expliquer leur cheminement de pensée. En trente ans, leur vote a changé, et ce pour des raisons précises. Certains ne votent plus. Finalement, on dirait presque que chacun est devenu son propre micro-parti. Micro-parti qui ne se retrouve plus, ou mal, dans le paysage politique actuel.</p> <p>D’un autre côté, paradoxalement, 1 million de Français sont investis dans une association : c’est un chiffre absolument colossal qui témoigne de l’intérêt des Français pour la chose publique ou leur prochain. C’est pourquoi je pense que l’abstention s’explique avant tout du fait d’un problème institutionnel et n’est pas liée à un problème d’engagement citoyen. Anne Nivat pose la même question après avoir voyagé dans les profondeurs du territoire et écrit le livre « La France de face » : comment l’engagement</p>	<p>au quotidien peut être reflété par des structures plus représentatives ou nationales ?</p> <p>◆ Quels messages les Français ont-ils envoyés avec les dernières élections législatives ?</p> <p>Je suis enchanté de ces résultats car les Français ont justement décidé de mettre en exergue le problème institutionnel du pays. C’est une attitude très réfléchie. Emmanuel Macron a poussé à l’extrême la logique gaulliste des institutions de 1962 – plus que celles de 1958 – avec une incarnation totale de la souveraineté. Le message est clair désormais : les Français souhaitent re-parlementariser la V^e République.</p> <p>Ils veulent être représentés au Parlement dans la diversité de leurs opinions. Peu importe le désordre que cela crée au Parlement. N’est-il pas là pour ça ? Sans ces résultats législatifs, j’aurais été très inquiet pour la gouvernabilité du pays. Si Macron avait obtenu les pleins pouvoirs en ayant 10% des inscrits qui votent pour lui, il y aurait aussitôt eu une agitation sociale forte.</p> <p>Certains pensent que le pays n’est pas gouvernable. Au contraire, il l’est devenu. Chaque courant de pensée fort a désormais un groupe de parlementaires à qui se référer. Dans le cadre de nos institutions actuelles, c’est un progrès et j’espère qu’il permettra de redonner un sens aux partis politiques.</p> <p>◆ Qu’entendez-vous par là ?</p> <p>Je milite pour qu’il y ait des partis, c’est la raison pour laquelle j’en ai créé un. Les partis permettent de nourrir une réflexion doctrinale</p>	<p>et politique. Je l’ai constaté lors de mon voyage, non sans une certaine surprise. C’est d’ailleurs ce que soutenait Pierre Mendès-France dans son livre « Pour une République moderne » écrit en 1962, contre le gaullisme, contre les institutions et pour la réhabilitation des partis. Un concept qu’il avait nommé la démocratie généralisée : l’implication des citoyens au sein des partis et dans les formations politiques pour construire des doctrines.</p> <p>À dessein, la République en marche a refusé de construire une doctrine et une structure territoriale. La macronie, c’est l’acmé de l’incarnation. Les partis au contraire servent à proposer un système de représentation du monde, dans lequel on se reconnaît ou pas.</p> <p>Je me réjouis donc de la situation, on sort enfin du consensus utilitariste dans lequel nous étions plongés depuis vingt ans. Pensant que c’était la fin de la politique, les projets sont devenus consensuels, pragmatiques. J’ai toujours dénoncé cela. D’abord parce que l’utilitarisme est une vision politique à laquelle on peut ne pas adhérer. Ensuite, le pragmatisme définit les moyens, et non la fin.</p> <p>Or, quelle est la fin politique ? C’est le sujet de la vie en commun : comment délibère-t-on, comment prend-on des décisions collectives, etc.</p> <p>◆ Pensez-vous que ce Parlement un peu renouvelé est suffisant pour réengager dans la politique ?</p> <p>Je pense que ce Parlement va dans le bon sens. Les débats au sein de l’Assemblée nationale seront un peu plus riches que ce que l’on a pu connaître.</p>
26		

À PRIORI(S)		
<p>Pour moi, il y a deux priorités :</p> <p>1 ➤ Abolir l’élection du président de la République au suffrage universel direct. C’est le référendum de 1962 qui a déséquilibré tout le système. Il faut revenir au texte de la Constitution de 1958. À mon sens, le suffrage universel direct est le nœud, même si c’est difficile à admettre. Lorsque l’on relit Aron, Revel ou Mitterrand qui dénoncent le présidentielisme, on voit qu’ils remettent en cause les institutions mais jamais le suffrage universel direct. Je pense pourtant qu’il peut être préjudiciable de basculer toute la légitimité sur un seul homme.</p> <p>2 ➤ Instaurer une véritable démocratie directe au niveau local.</p> <p>Cela suppose deux réformes :</p> <p>1 ➤ Redonner d’abord des compétences aux différentes collectivités. Mon think tank Génération libre propose le concept de la subsidiarité ascendante. Le plus petit échelon doit pouvoir auto-définir les compétences qu’il veut assumer. Cela implique d’avoir les responsabilités, y compris fiscales, avec des constructions de gouvernance territoriales différenciées en fonction des territoires.</p> <p>2 ➤ Instaurer ensuite la possibilité d’avoir des référendums contraignants. Si les citoyens arrivent à se réunir au-delà d’un certain seuil, une délibération est effectuée et le résultat a ensuite force de loi. La possibilité pour l’exécutif local de provoquer la tenue d’un référendum existe depuis le début des années 2000. Pourtant, en vingt ans, il y a eu 18 référendums locaux : c’est ridicule. Évidemment, un exécutif n’a jamais intérêt à</p>	<p>se dessaisir de son pouvoir pour le donner aux citoyens...</p> <p>◆ Dans le prolongement de cette réflexion, pensez-vous qu’il soit possible d’éduquer à la citoyenneté ?</p> <p>Je pense que l’éducation à la citoyenneté doit se faire sur le terrain, et non au niveau national à travers l’éducation civique. À mon sens, la raison vient du pouvoir. C’est en donnant de l’autonomie et de la responsabilité que les citoyens deviennent rationnels.</p> <p>J’ai la même réflexion pour la légalisation du cannabis, les prisons ou le revenu universel. Le principe est identique : en donnant un espace de responsabilité cadré, un comportement intelligent se produit. En synthèse, je pense indispensable, au niveau local, de « créer des espaces de libéralisation qui produisent de la rationalité ». Au niveau national, il faut revenir à un régime parlementaire. Nous en prenons doucement la voie...</p>	<div></div> <p>LUCILE SCHMID Transformer nos modèles de société à la lumière de l’urgence écologique en repensant notre rapport au savoir, à la liberté et au collectif.</p> <p>Pour Lucile Schmid, cofondatrice et vice-présidente de La Fabrique écologique, l’urgence climatique nous invite à reconsidérer :</p> <ul style="list-style-type: none">• Notre culture politique commune pour refaire société.• Notre rapport aux savoirs pour que la culture scientifique soit largement partagée.• Notre rapport à la liberté pour dépasser la notion de contrainte et penser la responsabilité collective. <div></div> <p>« Il faut une nouvelle culture du lien entre société et État pour que la transition écologique fonctionne. »</p>
27		

SE RÉINVENTER

Pour certains, l'histoire semble parfois déjà écrite. Les générations précédentes ayant creusé un sillon qu'il s'agirait de suivre. Comment puiser soi-même le courage nécessaire pour s'émanciper, repenser ses propres modèles et réussir le subtil équilibre de se réinventer sans se renier ? Quand continuité et innovation s'accordent, les trajectoires rebondissent dans un élan positif.



Accepter le poids de la transmission

Comment écrire de belles histoires familiales quand les générations précédentes ont déjà connu le succès ? S'il est bien difficile de prendre des initiatives et de jouer sa propre partition sans se détacher de son passé, s'appuyer sur son héritage peut aussi agir comme une force propulsive, motrice de la créativité.

APOLLONIA POILÂNE LE GOÛT DE LA TRADITION

Apollonia Poilâne est boulangère et présidente de la Maison Poilâne. Ce métier est celui de son père et de sa famille depuis trois générations. Malgré les tragédies de la vie et le décès de ses parents lorsqu'elle avait 18 ans, Apollonia Poilâne n'a jamais cessé de continuer à explorer, oser et entreprendre pour faire d'un rêve d'enfance une évidence.

« Ce qui me rend fière au quotidien, c'est de nourrir ma communauté avec quelque chose d'élémentaire, quelque chose de physique. Je suis également fière de l'opportunité que cela me donne de nourrir l'esprit. Nourrir l'esprit, à mes yeux, c'est la possibilité, lorsque l'on mange du pain, de nourrir une vision du monde. La qualité du pain que l'on mange libère le corps de ses besoins les plus élémentaires : manger et boire. En mangeant du pain, nous avons l'occasion de satisfaire notre corps, notre estomac, tout en nous disant : "j'ai satisfait ce besoin, qu'est-ce que je peux faire ensuite ?". Ce sont toutes ces petites bribes d'idées, de pensées et de réflexions qui, à mes yeux, font que notre métier est éminemment riche. »



OLIVIER NICOLLIN UNE ENTREPRISE FAMILIALE, ET DE CŒUR



« Reprendre et perpétuer des belles entreprises familiales est toujours un sacré challenge. »

◆ **Le Groupe Nicollin constitue l'une des plus belles sagas familiales françaises. Quelles en ont été les étapes marquantes ?**

Au départ, c'est avant tout une rencontre. Celle de mon grand-père, Marcel, cheminot reconverti dans le commerce de charbon, avec Édouard Herriot, alors maire de Lyon. Une grande grève des éboueurs avait éclaté et mon grand-père avait répondu à l'appel du maire qui sollicitait les bonnes volontés des uns et des autres pour participer au ramassage des ordures. En le voyant intervenir sur place, ce dernier lui demanda comment il pourrait l'aider. Du tac au tac, mon grand-père lui répondit : « en m'offrant un boulot ». Rapidement, ils contractualisèrent ensemble pour le nettoyage des



marchés alimentaires de la ville. Puis mon grand-père lança une activité de collecte des ordures ménagères et de nettoyage dans les villes de la région lyonnaise. Cela marque la naissance du Groupe Nicollin.

En 1967, deuxième rencontre. Cette fois, avec une ville, Montpellier, quand mon père s’y installa. Une nouvelle étape fut franchie en 1977 lorsqu’il reprit les rênes de l’entreprise et la fit prospérer. Le Groupe prit alors une envergure nationale et se positionna sur l’ensemble de la chaîne de traitement des déchets. À sa mort, nous avons partagé avec mon frère la direction du Groupe : lui se consacre au club de football MHSC, et moi au Groupe Nicollin. J’ai poursuivi la diversification des activités en l’ouvrant à de nouveaux métiers tels que la gestion de l’eau et l’assainissement. Depuis 2020, nous sommes 100 % propriétaires de l’entreprise. Jusqu’alors actionnaires majoritaires, nous avons racheté en 2020 les 16 % de capital que détenait un pool bancaire.

◆ **Le point commun entre toutes les générations, c’est l’incarnation très forte de la figure patronale à travers les époques ?**

Nous incarnons des figures de direction connues par nos collaborateurs. Mon grand-père, comme mon père, ont toujours eu à cœur de connaître leurs employés. C’est à mon avis la base pour instaurer une relation de confiance, travailler et réussir ensemble. Chaque génération a développé l’entreprise avec ses sensibilités, sa patte personnelle. Avec notre croissance particulièrement soutenue (on atteint depuis trois ans 12-15 % de croissance annuelle), c’est plus compliqué. J’essaie de conserver une proximité globale avec l’ensemble de nos centres. Aussi, nous nous efforçons d’agir pour l’insertion puisque nous avons créé une association dédiée à l’insertion professionnelle. Et puis, comme j’aime à le dire, nous avons un pied dans les poubelles et l’autre sur un ballon. Notre enracinement dans la vie sportive locale nous rapproche des riverains, des Montpelliérains. Le football est un sport populaire.



VITALIE TAITTINGER
LE CHAMPAGNE EN HÉRITAGE

Le nom Taittinger, connu dans le monde entier, aurait pu faire de Vitalie Taittinger une héritière. Néanmoins, comme son père avant elle, Vitalie a dû « faire ses preuves » avant de se voir confier, en 2020 et à 40 ans seulement, les clefs de la célèbre Maison de champagne alors qu’elle se réservait à une carrière artistique. Aujourd’hui, Vitalie Taittinger met un point d’honneur à conserver le caractère très familial de l’entreprise, qui emploie quelque 250 salariés.

« J’élabore du champagne. Mon rôle, dans cette organisation, c’est peut-être de faire le lien entre tous les métiers, de s’assurer qu’ils fonctionnent bien les uns avec les autres pour faire les meilleurs champagnes possible. C’est la même chose avec les différentes générations d’une même famille. Ce qui rend fière, c’est de voir toutes les richesses qui émanent des uns et des autres.

On dessine une trajectoire, on se donne des objectifs et puis chacun s’empare ensuite de ce qui est sa tâche. Je suis toujours agréablement surprise de voir l’harmonie produite en de telles circonstances. Dans la vie, il faut trouver ce qui nous rend heureux, c’est le plus sûr moyen d’être à la bonne place. Il est important aussi de rester curieux. Une vie est comme un puzzle, on pose une petite pièce chaque jour et puis au fur et à mesure, on commence à se sentir un peu plus complet, trouvant un écho à pas mal de choses qui sont en nous. »



CAMILLE VEVER

**L’AUDACIEUSE QUI A SU RÉVEILLER
LA MAISON DE JOAILLERIE FAMILIALE**

A priori, rien ne prédestinait cette adepte des chiffres à prendre la tête d’une Maison de haute joaillerie. À 43 ans, Camille Vever a officié presque toute sa carrière au sein des services financiers de grands groupes. Experte des fusions-acquisitions et des transactions, son parcours professionnel prend une autre tournure à son arrivée chez Keyrus Biopharma. Bras droit du PDG, elle est nommée directrice générale.

Une expérience marquante, qui la force à « mettre les mains dans le cambouis ». Gestion d’équipes, optimisation des performances, résolution de problèmes opérationnels, elle découvre alors son appétence pour le management et sa valeur ajoutée en tant que

chef de d’entreprise. Trois ans plus tard. Camille est armée. Confiante en son intuition, elle ose un virage à 360 degrés.

◆ **« UN PROJET UN PEU FOU » SOUTENU PAR DE NOMBREUX ACTEURS**

Elle écoute sa petite voix intérieure, celle qui depuis ses 16 ans rêve de la voir reprendre l’entreprise familiale. Et l’aventure personnelle devient définitivement une aventure familiale, lorsque son frère Damien la rejoint.

Ses diverses expériences cumulées lui permettent d’appréhender avec confiance cette déviation comme une continuité de sa trajectoire professionnelle. L’idée séduit. Son ancien patron, Éric Cohen, le PDG

de Keyrus, qui l’encourage dans son projet, mais également des investisseurs.

Camille Vever décide de rejoindre l’incubateur de l’Académie des métiers d’art, qui lui apportera une formation et lui ouvrira les accès du milieu secret de la joaillerie. Camille fait la connaissance d’experts du métier et rencontre Coralie de Fontenay, ancienne directrice générale de Cartier, Frédéric de Narp, ancien président de Harry Winston, ou encore Sandrine de Laage, ancienne directrice de création chez Harry Winston, qui deviendra la griffe créative de la Maison Vever et dessinera toute la collection. Ensemble, ils décident d’unir leurs forces et de relancer la Maison de joaillerie. Quelques

semaines après le lancement officiel de l'entreprise, la maison opère une levée de fonds auprès de l'industrielle Pauline Duval, de la financière Rajaa Mekouar, de l'investisseuse Maha Daoudi ou encore de l'entrepreneure Valentine de Lasteyrie. Des soutiens féminins, suivis quelques mois plus tard d'une deuxième levée de fonds auprès de fonds à impact.

◆ Une joaillerie éthique

Camille Vever s'inscrit dans l'héritage de la tradition et de l'excellence Vever, tout en s'adaptant aux enjeux environnementaux et sociétaux du XXI^e siècle. Son credo ? « Pour ne rien changer, il fallait tout changer ! » Un principe s'impose alors à elle comme une évidence : proposer des bijoux qui concilient beauté esthétique et matériaux respectueux de la nature et des droits de l'homme. Pas d'extraction minière à l'autre bout du monde, Camille Vever fait le pari complexe du diamant de laboratoire. Même combat pour l'or, puisque toutes les pièces utilisées proviennent d'or recyclé, travaillé par des fondeurs et des affineurs spécifiques. Pour honorer ses ambitions, Camille Vever est intransigente dans la recherche de professionnels et d'artisans de pointe, avec le Made in France et la qualité comme fils conducteurs de toutes ses créations.

Un engagement qui lui vaut d'être à l'origine de la création de la toute première entreprise de joaillerie et du secteur du luxe à être certifiée entreprise à mission. Avec pour raison d'être de renouveler la proposition de valeur des grandes maisons historiques, en offrant une joaillerie engagée et réconciliée avec l'écologie, qui valorise le savoir-faire français.

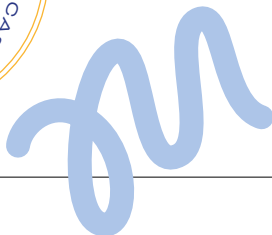
Oser et ne jamais baisser les bras

Certains refusent de s'entendre dire « c'est impossible » et n'ont pas peur de rêver trop grand. Tous les élans d'optimisme, de détermination, de résilience sont autant de sources d'inspiration pour les générations en quête de sens.

MATTHIEU TORDEUR LES LEÇONS DE L'AVENTURE

Matthieu Tordeur est aventurier et membre de la Société des explorateurs français. Lecteur et admirateur de Tintin, Matthieu s'est glissé dans les pas de son icône de jeunesse. Dans les 90 pays visités, l'aventurier revient toujours avec des images, des histoires pour transmettre et porter des messages qui nous dépassent afin d'essayer de faire évoluer les consciences et les mentalités. Malgré cette activité constante, il parvient à garder le goût de l'aventure, du dépassement de soi et le sens de l'émerveillement.

« J'essaie de conserver mes yeux d'enfant, sur ce que je peux voir et éprouver. Je suis toujours émerveillé lorsque je vois un paysage, un coucher de soleil, une forêt... Cela demande un travail sur soi car il est facile de tomber dans la comparaison. Finalement, je crois que c'est bien de faire ces immersions dans la nature, puis de revenir en ville... Je vis à Paris et je suis souvent en vadrouille. Il faut trouver un équilibre pour garder cet émerveillement en permanence. Je crois vraiment que l'aventure n'a pas besoin d'être lointaine pour être intense. C'est avant tout un état d'esprit. Ce qui me rend fier, c'est justement de participer à pousser les gens à se dépasser et à vivre des choses nouvelles. C'est une vraie source de satisfaction. »



PASCAL GENTIL CHAMPION AUX NOMBREUSES VIES

Pour les sportifs de haut niveau, la vie d'ascète, si elle n'est pas toujours un choix, est un prérequis du succès et ne dure parfois que le temps d'une carrière. Pascal Gentil s'est toujours épanoui dans cette rigueur quotidienne au service du corps et de l'esprit. À presque 50 ans, il ne boit toujours pas ni alcool ni café, et bien sûr ne fume pas. C'est très tard, à 18 ans, que Pascal Gentil décide de se lancer dans une carrière de sportif professionnel. Idéaliste, naïf, têtu, les adjectifs qui lui sont attachés n'entachent jamais sa détermination. Il s'entraîne six heures par jour, tous les jours, 5 jours sur 7. « Un sacerdoce », assure-t-il. Pascal Gentil réalise ainsi ce qui est certainement une des plus belles carrières sportives françaises de ce début du XXI^e siècle.

En 2008 pourtant, déjà titré sur tous les podiums, il se blesse un mois avant les Jeux olympiques de Pékin et ne peut concourir. Il s'y rend en tant que commentateur et rencontre son épouse, cheffe des services linguistiques pour l'organisation des Jeux de Pékin. À son retour en France, il met fin à sa carrière. C'est le début d'une nouvelle vie.

D'abord une reconversion dans le secteur privé. L'ancien champion veut découvrir le monde, les cultures différentes et se prend au jeu de l'expatriation en Asie où il met sa « petite notoriété », au profit d'associations, d'hôpitaux, d'écoles. Au lycée international de Pékin où il officie, il répète toujours les mêmes antennes aux élèves : « Ayez des rêves. Rêvez grand. Battez-vous pour vos rêves. Travaillez plus que les autres. »

En 2022, il décide de se lancer dans la campagne des législatives pour la XI^e circonscription des Français établis hors de France avec un slogan tout trouvé : « Mon plus beau combat, c'est vous ! ». Cette circonscription immense, qui regroupe 49 pays d'Europe orientale, d'Asie et d'Océanie, est celle d'où est née la pandémie de Covid-19 et où a éclaté le conflit en Ukraine, les deux plus grandes crises de ces dernières années.

Pascal Gentil ne parvient pas à se faire élire mais, comme souvent avec lui, il parvient à tirer d'un échec relatif une motivation. « Je resterai engagé quoi qu'il en coûte ». Rentré en France depuis cet été avec son épouse, c'est au sein du département RSE du Groupe ADP – leader mondial de la construction et de l'exploitation d'aéroports – que Pascal Gentil poursuit son engagement dans la perspective d'accueil des grands événements à venir.

FAIRE BOUGER LES LIGNES

Si l'audace est mère d'échecs et de doutes, elle l'est tout autant de réussites et de changements concrets. Des changements pour soi, pour le monde... mais aussi pour autrui. Entrepreneurs, médecins, journalistes : en osant, ils font fi des déterminismes. En créant des espaces d'initiatives et de solidarités, ils agissent sur le terrain, donnant sa chance à chacun. Des personnalités inspirantes, aux expériences singulières et authentiques et qui réussissent, par leurs engagements, à faire bouger les lignes.



MOUSSA CAMARA

Promouvoir l'entrepreneuriat dans les quartiers populaires

◆ L'ENTREPRENEURIAT AUX TRIPES

Tout jeune, Moussa Camara en avait déjà la certitude : un jour, il deviendrait entrepreneur. Après ses études, il se lance en créant une entreprise dans le secteur des télécoms. Il est confronté à des obstacles, mais peu importe. Il tente. Il apprend. Surtout, il persévère. Et rapidement, il acquiert la conviction suivante : tout entrepreneur, quel que soit son projet, a besoin d'un accompagnement.

Le second déclic intervient lors d'un séjour de trois mois à Washington. Des chefs d'entreprises engagés le sensibilisent à l'entrepreneuriat social. « J'ai alors pris conscience que l'économie devait être au service du social », admet-il.

◆ L'HUMAIN AVANT LE PROJET

Désireux de partager son savoir et son expérience, Moussa Camara décide de fonder Les Déterminés en 2015. Une association qui a pour ambition d'aider les habitants des quartiers populaires à créer leur entreprise. Moussa Camara, qui a grandi à Cergy-Pontoise, œuvre ainsi au développement économique des territoires éloignés des bassins d'emploi.

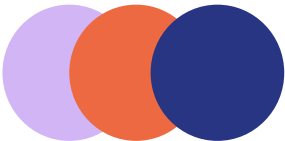
Pour rejoindre Les Déterminés, les diplômés importent peu. Seule compte la motivation. Avant de pouvoir suivre la formation, les candidats doivent passer par une phase de sélection. Moussa Camara tient à préciser qu'elle est avant tout « fondée sur l'humain ».

Le parti pris des Déterminés est clair : « ce sont des hommes et des femmes qui portent un projet entrepreneurial, pas l'inverse ».

◆ TRANSMETTRE ET VOIR GRANDIR

Moussa Camara décrit, non sans passion et fierté, le déclic qui se produit chez les entrepreneurs qu'il encadre. En général, la mue a lieu au bout de quelques semaines. Grâce à des ateliers participatifs, les intéressés prennent conscience qu'ils ont des capacités, du talent, de la créativité. Peu à peu, ils gagnent en assurance. Posture entrepreneuriale, comptabilité, développement commercial, etc. La formation, d'une durée de six mois, leur fournit les outils nécessaires pour renforcer leurs compétences et défendre leur projet. Grâce à elle, leur sentiment d'illégitimité finit par disparaître.

Au fil des années, cette association est devenue incontournable dans le paysage de l'entrepreneuriat inclusif. Entre 75 et 80 % des entrepreneurs formés par Les Déterminés finissent par créer leur entreprise ou la développer. 40 % d'entre eux sont à la tête d'entreprises composées de deux à vingt salariés. Pas moins de 64 % des personnes passées par Les Déterminés sont des femmes. L'envie d'entreprendre ne se dément pas dans notre pays. Avec la crise sanitaire, les Français sont de plus en plus nombreux à vouloir se lancer. « Nous sommes au cœur du sujet », se félicite le fondateur des Déterminés. L'association a de beaux jours devant elle...



À ÉCOUTER



GHADA HATEM, CRÉATRICE DE LA MAISON DES FEMMES

Originaire du Liban, Ghada Hatem est gynécologue-obstétricienne. En 2016, elle crée la Maison des Femmes, à Saint-Denis : cet établissement est la première structure en France à offrir une prise en charge globale des femmes victimes de violences et de l'excision. Réparer, soigner, aider : c'est le combat quotidien et féministe de cette médecin au plus proche du terrain.

« J'ai démarré le projet de la Maison des Femmes très modestement, à partir de convictions personnelles. C'est aujourd'hui un modèle, qui fait énormément parler de lui et qui est devenu un acteur à part entière de la vie politique, pour la santé des femmes et leur autonomie sexuelle. Je ne m'y attendais pas du tout. »



RADIO BEGUM, LA RADIO AFGHANE DE FEMMES POUR LES FEMMES

Hamida Aman est une créatrice d'entreprise originaire de Kaboul. Le 8 mars 2021, elle lance Radio Begum (« begum » est un terme désignant une princesse ou une femme de haut rang). Destinée aux filles et femmes afghanes, cette radio émet 24h/24 depuis Kaboul et assure aux collégiennes et lycéennes privées d'enseignement par le régime taliban un semblant d'éducation. Des cours sont diffusés gratuitement dans les deux langues officielles du pays : dari le matin et pashto l'après-midi.

De cette initiative est née la série de podcasts « Les Voix de Begum », en soutien aux femmes afghanes et à la radio elle-même. Ce podcast partage des regards croisés de femmes qui réalisent le même métier en France et en Afghanistan.



ABDELAALI EL BADAoui

Banlieues Santé : entreprendre au service du bien commun

Lorsqu'Abdelaali El Badaoui nous confie son parcours, il revient tout d'abord sur l'événement qui a façonné son enfance et son rapport au monde. Un accident domestique qui, à l'âge de six ans, le brûle à 70 %. Lors de sa prise en charge, ses parents, analphabètes, issus de l'immigration marocaine, restent désemparés face aux déclarations des médecins. Dix ans plus tard, Abdelaali El Badaoui est de retour à l'hôpital mais désormais au service des patients... Sans bac ni brevet, il enchaîne de nombreux petits boulots : brancardier, auxiliaire de vie, conducteur du Smur, agent de service hospitalier, etc. Des années d'activité qui lui permettent en 2007 d'obtenir une équivalence pour passer le concours d'infirmier. Diplômé, il officie trois années au sein de différents services (cardiologie, pédiatrie, soins

intensifs, réanimation...), avant de lancer son cabinet. Désormais au plus près des patients, à leur domicile, il est saisi par le manque de lisibilité et d'intelligibilité des offres de soins disponibles. Si cet homme de terrain, très investi, mobilisait déjà ses collègues professionnels de santé pour mener des initiatives de prévention et de sensibilisation auprès des populations fragiles, il décide d'aller plus loin, de structurer son action et de créer l'association Banlieues Santé en 2018.

◆ **BANLIEUES POUR LIEUX BANNIS**

Pour Abdelaali El Badaoui, la banlieue désigne au Moyen Âge la lieue du ban, la distance jusqu'à laquelle s'étendait le ban seigneurial. « Si vous décomposez le mot banlieue, et inversez les deux termes, banlieue

devient lieu banni. La mise au ban de toutes celles et ceux qui sont loin du droit commun. Au XIV^e siècle, les rois mettaient les personnes atteintes de lèpre ou encore les indigents, au ban... En réalité, le terme banlieue est pour moi bien plus proche de l'histoire de la ruralité que des quartiers populaires », explique Abdelaali El Badaoui.

Soucieux de réintégrer ces populations mises au ban, avec Banlieues Santé, il ambitionne de lutter contre les inégalités sociales de santé. S'appuyant sur la définition de la santé de l'OMS (« La santé est un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité »), l'association prend en compte tous les déterminants sociaux tels que la culture, le

FAIRE BOUGER LES LIGNES	
<p>logement, le sport ou encore le bien-manger. L'objectif ? Réussir à embarquer les populations les plus vulnérables pour éveiller en elles une capacité à agir sur leur santé et réduire ainsi l'écart d'espérance de vie existant entre les populations les plus aisées et les plus modestes.</p> <p>◆ LE LOGISTICIEN DU DERNIER KILOMÈTRE DES POLITIQUES PUBLIQUES</p> <p>Au cœur du projet, une nécessité : celle de restaurer la confiance. Le Covid-19 a exacerbé les <i>fake news</i> et la défiance envers les professionnels de santé s'est d'autant plus accentuée. Conséquence : les populations vulnérables, déjà très éloignées des parcours de soins, y renoncent encore plus fortement ou y ont recours très tardivement. En décroissant les secteurs social et sanitaire, en rapprochant ces professionnels des habitants des territoires populaires et ruraux, Banlieues Santé investit le terrain. Et se positionne comme le logisticien du dernier kilomètre des politiques publiques. Un dernier kilomètre essentiel pour faciliter l'accès à la santé et qui s'inscrit dans un cercle vertueux. En effet, le temps gagné dans la prise en charge des malades permet de réaliser des économies qui peuvent être réinvesties dans la santé de demain.</p> <p>◆ LES HABITANTS AU CŒUR DES INITIATIVES</p> <p>Afin d'atteindre les habitants, Banlieues Santé propose des solutions sociales et médicales innovantes en partant toujours des besoins du terrain. Habitants, collectivités, acteurs de santé, tous travaillent en concertation. Un modèle qui repose sur une</p>	<p>conviction : « Les habitants sont les propres solutions à leurs problèmes. Il faut les accompagner, les outiller pour qu'ils puissent prendre soin d'eux-mêmes. Et transformer leur vulnérabilité en compétence », explique Abdelaali El Badaoui. Tout l'enjeu pour l'entrepreneur repose sur la formation, notamment autour des métiers du « care ».</p> <p>◆ UN MODÈLE QUI FAIT FLORÈS</p> <p>L'une des forces de l'association réside dans sa capacité à travailler avec de multiples acteurs : l'État, les collectivités, les associations, mais aussi des entreprises comme L'Oréal, BNP, EDF, Vinci... L'association, depuis sa création, s'est développée très rapidement. Elle compte aujourd'hui 30 collaborateurs et a déjà touché plus de 2 millions de patients. Elle s'est développée en France puis à l'international dans de nombreux pays comme l'Angleterre, la Belgique, mais aussi le Maroc, l'Algérie, le Sénégal ou encore les États-Unis... Le modèle se duplique pour lutter contre les inégalités face à l'éducation (Banlieues School), ou encore pour éveiller les consciences au risque climatique (Banlieues Climat).</p> <p>Fort de ces soutiens et de ces succès, Abdelaali El Badaoui a créé un fonds, La France du cœur, qui vise une levée de fonds d'un milliard d'euros. Distingué par le Prix du citoyen européen en 2020, au board du fonds d'investissement des Mutuelles Impact et de la Fondation L'Oréal, l'entrepreneur social, également ancien coureur de fond, démontre chaque jour qu'il n'a rien perdu de son endurance.</p>
<div><div>À ÉCOUTER</div><div></div><div><p>LES VERTUS DE L'ÉCHEC SELON SÉBASTIEN LE FOL</p><p>Sébastien Le Fol est journaliste. Mais rien ne l'y prédestinait. C'est au terme d'un parcours ponctué de rencontres et d'échecs qu'il est parvenu à se hisser haut, mais aussi à force d'observation, d'apprentissage (sur le tas !) et de découvertes.</p><p>« J'ai appris ce métier en observant les autres et en ayant la chance de rencontrer des gens formidables qui m'ont tendu la main, sans me juger sur mon CV ni sur mon adresse, mais sur ce que j'avais envie de faire. J'ai pas mal échoué, pris des portes dans la figure et foncé plusieurs fois dans le mur. J'ai beaucoup appris de tout cela. J'ai médité mes échecs. Je trouve que les gens qui ont pas mal échoué dans la vie sont plus clairvoyants et souvent plus humbles. Ils ont un sens du réel plus développé. »</p></div></div>	
38	

À PRIORI(S)	
	
<div><div>LAURENT LAROCHE</div><div><p>RÉINVENTER CHAQUE JOUR SON TERRITOIRE AU SERVICE DE SES HABITANTS</p><p><i>Laurent Laroche, maire de Bélâbre, vice-président de la communauté de communes Marche occitane et Val d'Anglin, est depuis septembre 2020 également président du Parc naturel régional (PNR) de la Brenne. Il nous livre les enjeux de ce territoire surnommé le « Pays des mille étangs » et les actions « tout terrain » menées par le PNR pour y répondre.</i></p></div></div>	
<p>◆ Comment est né le Parc naturel régional de la Brenne ?</p> <p>Les élus locaux se sont regroupés il y a plus de trente ans pour définir un avenir possible et homogène pour nos 51 communes. Territoire rural, en situation de fragilité, notamment du fait d'un exode continu de nos habitants, nous nous sommes associés pour travailler de concert à l'amélioration de notre environnement, à la préservation de</p>	<p>la biodiversité sur notre territoire mais aussi à son développement économique et social, et à celui de secteurs clés comme l'enfance, la jeunesse, la culture ou encore la santé. Le Parc est ainsi né d'une volonté locale, celle de faire vivre, prospérer, mais aussi de sauvegarder notre territoire, et d'accroître sa notoriété. Nous nous définissons comme un laboratoire d'expériences à grande échelle. Nos habitants expriment un besoin et</p> <p>nous nous réunissons pour réfléchir ensemble aux solutions que nous pourrions mettre en place pour répondre à celui-ci. Nous sommes en permanence dans l'écoute et dans l'action.</p> <p>◆ Ce projet de concertation s'inscrit-il dans une charte ou tout autre représentation officielle ?</p> <p>Cette volonté s'exprime dans une charte qui définit ce que</p>
39	



VINCENT JUSTIN

NOUS anti-gaspi : combattre le gaspillage à la source



Dix millions de tonnes de nourriture jetées chaque année : c'est ce que représente le gaspillage alimentaire en France selon les derniers chiffres de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Des pertes évitables, à toutes les étapes de la chaîne – de la production à la consommation –, qui seraient à l'origine de 3 % des émissions nationales de gaz à effet de serre. Une prise de conscience qui pousse Vincent Justin à réorienter sa vie professionnelle en 2016. Cet ancien architecte d'intérieur passé par l'école Boule et plusieurs agences de design,

notamment dans le secteur de l'hôtellerie, co-fonde alors avec Charles Lottmann NOUS anti-gaspi, un réseau d'épicerie solidaires à contre-courant, qui entend lutter contre le gaspillage. « Je ne voulais pas rester inactif et continuer à décorer des hôtels de luxe alors qu'il y avait des enjeux qui me paraissaient bien plus conséquents. J'ai recherché les secteurs sur lesquels je pouvais avoir un effet de levier important, en peu de temps. Le sujet du gaspillage alimentaire s'est très vite imposé comme une évidence », explique Vincent Justin.

En 2016, peu d'initiatives concrètes existent : les plateformes Too Good to Go, Phenix et Smartway commencent à se développer mais s'attaquent principalement au problème du gaspillage chez les distributeurs et les commerçants. Or, 54 % du gaspillage est généré en amont, du côté des producteurs et des transformateurs. Les cahiers des charges stricts qui exigent des critères esthétiques ou de calibres mènent à des pertes considérables, tout comme les pénalités imposées aux producteurs en cas de rupture de stock, qui engendrent une surproduction pour honorer les

commandes des distributeurs et, mécaniquement, des excédents. À rebours des magasins de déstockage classiques, Vincent Justin et Charles Lottmann imaginent alors un nouveau concept d'épicerie, capable de pallier le problème en amont de la chaîne de distribution tout en soutenant les producteurs.

◆ UN MODÈLE INGÉNIEUX POUR CONVERTIR MARQUES ET CONSOMMATEURS

NOUS anti-gaspi fait le choix de miser sur l'attractivité financière de son modèle : l'entreprise sauve les produits invendus en les rachetant 20 à 30 % moins cher aux producteurs – un prix élevé pour des produits destinés à être jetés – et en les revendant 20 à 30% moins cher aux consommateurs dans son réseau d'épicerie. Un prix avantageux pour toutes les parties prenantes, qui séduit rapidement ses clients lors du lancement du premier magasin à Rennes. « C'était un parti pris de notre part : essayer de convertir un maximum de gens à l'anti-gaspi, en proposant une dimension financière alléchante. Pour inciter aux bonnes pratiques, il fallait une contrepartie », confie-t-il. Les deux associés parient sur des produits de qualité et une expérience client proche de celles des magasins bio. Produits issus de l'agriculture biologique ou raisonnée, de circuits courts, en vrac, ou invendus haut de gamme, NOUS anti-gaspi réussit une équation pertinente : se distinguer des grandes chaînes de distribution par sa démarche RSE, des magasins spécialisés par ses prix et des magasins de déstockage par son offre plus premium. Un alliage innovant, qui permet de s'adresser à une population large, aux budgets

et motivations d'achat variables et qui incite les marques, qui auraient préféré jeter leurs produits par crainte de voir leur image dégradée, à la revalorisation.

◆ UN CONCEPT DE DISTRIBUTION SINGULIER EN PLEINE FLORAISON

Depuis l'ouverture du premier magasin en Bretagne en 2016, ce réseau d'épicerie engagées connaît un développement colossal : 25 magasins répartis en Île-de-France et dans l'ouest du pays, 300 salariés et 12 tonnes de produits sauvées toutes les semaines du gaspillage par chacune des épicerie. Un succès qui augure d'un changement des mentalités, puisque 60 à 70 % de la population déclarerait vouloir consommer plus responsable. Pour Vincent Justin, les consommateurs ont une longueur d'avance de maturité sur les distributeurs : « L'évolution des mœurs est déjà là, mais il reste encore un cruel déficit d'offre. »

Si une part de clients très engagés veulent aligner coûte que coûte leur consommation avec leurs valeurs, la question de l'accessibilité à tous se

pose comme véritable enjeu social. « 40 % des Français finissent dans le rouge tous les mois et évitent de dépenser à partir de la troisième semaine. Nous voyons aujourd'hui, dans ce contexte économique de forte inflation, que notre proposition a sa pertinence. Nous permettons de ne plus faire de choix entre les économies et la planète, ménager son pouvoir d'achat ou avoir une démarche vertueuse », ajoute-t-il.

Pour cet entrepreneur, la revalorisation des produits a de l'avenir. « Au vu du contexte économique, il est certain que d'autres distributeurs vont développer une offre anti-gaspi et s'inspirer de notre modèle dans les prochains mois. » Mais pas question de décrier une potentielle concurrence, pour Vincent Justin, c'est l'impact à échelle globale qui compte pour réellement changer les choses : « Si demain, la concurrence s'avère féroce parce que d'autres nous auront copiés, ce sera dommage pour notre portefeuille, mais une grande réussite contre le gaspillage. Nous aurons lancé un élan et réussi notre mission ! »



FAIRE ENTENDRE UNE AUTRE VOIX		
<div></div>		
<div><div>MAUD CAILLAUX</div><div>Green-Got, un nouveau modèle bancaire pour construire un monde souhaitable</div></div>		
<div><p>Franco-iranienne originaire de Dijon, diplômée d'une école de commerce, Maud Caillaux fait ses premières armes dans une maison de luxe avant de rejoindre le secteur de la banque à New York. Une expérience qui lui permet de découvrir l'univers de la finance, sa complexité et ses rouages.</p><p>Elle découvre avec surprise l'impact que l'argent placé sur un compte bancaire représente pour la planète. Car les banques investissent l'argent des comptes des épargnants dans les industries fossiles, génératrices de gaz à effet de serre</p></div>	<div><p>et à l'origine du réchauffement climatique. Un constat qui l'interpelle et qui devient le moteur d'une nouvelle ambition : changer l'impact de notre argent sur le climat en contribuant à des projets durables et d'économie circulaire. C'est la naissance du projet de néobanque verte Green-Got.</p><p>Maud Caillaux connaît son sujet sur le bout des doigts. « À votre avis, de combien de degrés la température a-t-elle augmenté depuis la dernière ère glaciaire, il y a vingt mille ans ? De 5 °C. Aujourd'hui, nous atteignons +2 °C en trois cents ans.</p></div>	<div><p>Un changement d'échelle dont les conséquences seront immenses. »</p><p>Avant de présenter Green-Got, Maud Caillaux aime rappeler les ordres de grandeur du changement climatique que nous vivons. L'occasion d'interpeller avec un chiffre simple : +2 °C, témoin de l'énorme bouleversement de nos vies induit par ce réchauffement.</p><p>Si l'urgence est là, Maud tient son projet : créer grâce à la finance verte un outil universel, pour obtenir le plus grand impact en termes d'intensité et de rapidité.</p></div>
44		

À PRIORI(S)		
<div><div>◆ LE POUVOIR DE CHANGER LE MONDE À SON ÉCHELLE</div><p>C'est en 2019 que l'aventure commence – comme pour beaucoup d'entrepreneurs, à partir d'une feuille blanche. Trois années de travail intense s'écoulent, lors desquelles Maud Caillaux et ses deux associés créent de toutes pièces une banque alternative, capable à la fois de mettre fin au financement du pétrole, du charbon et du gaz et de réorienter les flux financiers vers la transition écologique. Le principe ? Investir dans la transition écologique grâce à l'épargne et mettre en place, avec le compte courant, un système de frais bancaires et de dons, reversés à des projets de protection des océans, de préservation de la forêt amazonienne ou encore de développement des énergies renouvelables. Les premiers comptes courants, disponibles depuis mi-avril, permettent ainsi aux clients de suivre leurs émissions de CO₂ au jour le jour. Une valeur ajoutée de taille pour Green-Got, qui entend bien « lutter contre l'opacité de la finance ».</p><p>La création de Green-Got illustre cet espoir partagé par la jeunesse de voir se dessiner, au-delà des discours, des actions et des solutions concrètes pour faire face à l'urgence climatique et décarboner nos économies et nos modes de vie. Mais offre aussi une promesse : « faire de l'impact de notre argent non plus un problème mais la future solution ».</p><div>◆ L'ESPOIR D'EMBARQUER PLUS DE CLIENTS VERS UN NOUVEAU MODÈLE</div><p>Grâce à trois ans de travail et deux levées de fonds de particuliers engagés pour l'écologie, le pari</p></div>	<div><p>vert de Green-Got semble réussi : en trois semaines, 3 100 comptes courants ont été ouverts lors de la campagne de pré-lancement, dont 2 000 tentatives d'ouverture dès le premier jour. Un nombre amené à croître rapidement une fois cette phase de pré-lancement terminée, les pré-inscrits ayant pour l'instant besoin d'un code pour ouvrir un compte. Avec 130 000 abonnés sur les réseaux sociaux, la néobanque a réussi à séduire des usagers en quête de sens, de changement et de pouvoir citoyen et prépare déjà de futurs produits, dont un compte épargne. Au sein de cette équipe de 18 personnes, on se félicite d'avoir cru au projet et persévéré, fiers de compter des dizaines de milliers de personnes sur liste d'attente.</p><p>Pour cette jeune entrepreneure, avec Green-Got, la mission est double : créer un nouveau modèle bancaire plus résilient, plus respectueux de la planète et plus transparent, mais aussi éveiller les usagers à l'impact réel du changement climatique grâce à plus d'information et de pédagogie.</p><p>Pour convaincre et appeler à l'action, Maud Caillaux prône un changement collectif de paradigme et de mentalités, plus d'éducation dans les écoles, plus de pédagogie envers les anciennes générations. Porter le message aussi loin que possible, pour construire ensemble, un futur plus souhaitable.</p><div></div></div>	<div><div>À ÉCOUTER</div><div></div><div>MARIE EKELAND, FINANCER LE FUTUR</div><p>Figure de l'écosystème start-up, Marie Ekeland, présidente et cofondatrice du fonds d'investissement « 2050 », qui a vocation à conjuguer impact et performance économique, nous a livré sa vision d'un investissement au service d'une transformation durable de la société.</p><p>« Mon métier m'a fait réaliser que l'argent, c'est du pouvoir, de la puissance. En fonction de là où nous choisissons de le placer, nous allons façonner la société dans laquelle nous allons vivre demain, dans cinq ans, dix ans ou même vingt ans. Il y a un côté très auto-réalisateur. Lorsque nous décidons d'investir dans une entreprise, nous donnons beaucoup plus de chance à ce futur-là d'advenir plutôt qu'à un autre. »</p></div>
45		



HORTENSE HARANG

Des fleurs d'Ici...
et pas d'ailleurs

En France, près de 85 % des fleurs coupées proviennent de Colombie, du Kenya ou d'Équateur. Dans la majorité des cas, elles transitent aux Pays-Bas avant d'atterrir sur les étagères des fleuristes français. Une importation qui, selon une étude de l'Université de Lancaster, produit en moyenne 30 fois plus de carbone que les fleurs cultivées localement. Face à cette absurdité écologique, Hortense Harang et son associée Chloé Rossignol ont l'idée de fonder Fleurs d'Ici, une start-up qui recrée des circuits courts de production et de distribution de fleurs issues de l'horticulture française. Une création qui fait écho à ses souvenirs d'enfance.

« Petite, j'ai beaucoup observé la nature avec ma grand-mère. En grandissant, j'ai rapidement observé que l'offre proposée par

nos fleuristes était la même toute l'année et donc déconnectée des saisons », raconte l'entrepreneure.

◆ SE POSITIONNER EN ÉCLAIREUR

Si aujourd'hui, nombre de consommateurs se questionnent sur la provenance des produits qu'ils achètent, c'est beaucoup moins le cas en 2017, au lancement de Fleurs d'Ici. Cette ancienne journaliste de la BBC a su, grâce à ses précédentes expériences, intéresser les journalistes et les sensibiliser aux questions environnementales. « Savoir raconter une histoire permet d'intéresser la presse et, de fait, la société », confie-t-elle. « Mais également d'amener des financements. Nous avons eu deux levées de fonds : la première avec des business angels et la seconde avec des fonds très

engagés soutenant notre action de transformation. »

Différents facteurs ont favorisé cette appétence pour les produits locaux. C'est notamment le cas du Covid-19 qui a bouleversé les habitudes de consommation. Les ventes de Fleurs d'Ici ont augmenté de 500 % lors de la crise sanitaire. « Il y a quatre, cinq ans, il fallait générer de l'attraction commerciale. Aujourd'hui, les clients sont en demande de circuits courts. C'est un véritable enjeu de résilience », souligne la dirigeante.

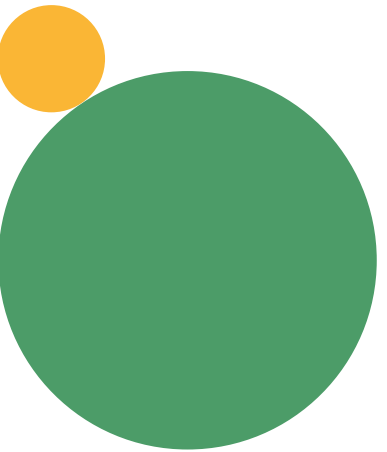
◆ DEVENIR L'AMAZON DU LOCAL

Fleurs d'Ici s'appuie sur la plateforme numérique WeTradeLocal, qui permet de suivre le circuit d'une fleur, de sa cueillette jusqu'au vase où elle est déposée. L'objectif : livrer des fleurs fraîches coupées le jour de la commande et préparées par un fleuriste à proximité des consommateurs. « Lorsque l'on souhaite proposer des fleurs sans leur imposer de traitement chimique, cela impose une logistique exigeante sur 24 heures. Les fleurs sont des produits fragiles qui ne se conservent pas », explique l'entrepreneure.

En collectant des données à toutes les étapes de la vie du produit, en gérant la filière « de la graine au vase », Fleurs d'Ici parvient à réaliser du prédictif grâce à ses historiques du marché. Une avancée qui optimise l'ensemble de la chaîne logistique et évite ainsi les pertes. Auparavant, un producteur de fleurs pouvait en effet jeter jusqu'à 50 % de sa marchandise en cas d'invendus. Un gaspillage de matières premières aux lourdes conséquences économiques et écologiques.

La start-up a également su conquérir les producteurs. Au-delà des avantages rendus possibles par la technologie – simplification logistique, optimisation des process –, Fleurs d'Ici s'est aussi faite le porte-voix de toute une profession, en mettant en lumière ses difficultés et en recréant du lien entre producteurs et consommateurs.

Fleurs d'Ici a pour ambition de devenir le leader du premier kilomètre. « Nous devons répondre à une problématique : comment consolider les flux et les volumes afin que les produits locaux soient aussi compétitifs que ceux provenant de l'autre bout du monde ? Si nous parvenons à les optimiser, nous arrivons à des circuits normaux », affirme l'entrepreneure. En cas de fermeture des frontières, les maîtrises de l'approvisionnement local et de la traçabilité sont des éléments indispensables pour éviter les pénuries. Un enjeu d'avenir pour Hortense Harang, qui souhaite décliner le concept de Fleurs d'Ici à d'autres filières dans les prochaines années : alimentation, textile... la start-up est en voie de développer de nouvelles cordes à son arc.



ARNAUD POURREDON

Sans contrefaçon
avec Meditect

Des centaines de plaquettes de médicaments s'empilent sur les étals du marché Roxy à Adjamé, quartier populaire d'Abidjan, l'un des plus grands marchés de faux médicaments d'Afrique de l'Ouest. Analgésiques, antibiotiques, antipaludiques et antirétroviraux y sont vendus librement. Malgré les fermetures successives par les autorités ivoiriennes de ce gigantesque marché de rue à ciel ouvert, les vendeurs reviennent inéluctablement. Et les clients aussi. Près de 40 % de la population ivoirienne, attirée par la vente à l'unité de ces produits, s'y fournit en médicaments, avec de très graves conséquences sanitaires. Chaque année, selon l'OMS, ces médicaments falsifiés causent la mort d'environ 100 000 enfants en Afrique de l'Ouest. Ils tuent deux fois plus que le paludisme et près d'un

tiers des décès liés à cette maladie serait dû à la consommation de faux médicaments. Une réalité qui a fait basculer le destin d'Arnaud Pourredon.

◆ DE LA RUE À LA PHARMACIE

C'est en 2015, alors qu'il officie en tant qu'assistant médical au Népal pour la Croix Rouge, qu'Arnaud Pourredon identifie les difficultés d'accès des populations aux médicaments. Au sein du dispensaire, il s'occupe de la gestion des stocks, c'est-à-dire des entrées et des sorties des médicaments. Très rapidement, il est confronté à de la contrefaçon. Si les boîtes sont identiques et les noms des produits similaires aux originaux, des fautes d'orthographe lui sautent aux yeux. Or, un médicament falsifié, c'est un médicament de mauvaise



Philippe Métayer, directeur général de la French Tech, a notamment soutenu Arnaud Pourredon. Il revient sur les forces de son label, levier de vitalité économique de la capitale girondine.

Vous êtes à la tête de la French Tech depuis bientôt quatre ans. Quel est précisément le rôle de cette association ?

La French Tech est un label créé par l'État en 2014. L'objectif de l'association est d'attribuer ce label à des écosystèmes et des territoires dynamiques et porteurs d'innovations au pluriel. Si on pense tout de suite à l'innovation technologique, il existe également de l'innovation d'usages, de procédés, de modèles d'affaires mais aussi de l'innovation sociale et environnementale... Notre rôle est de valoriser et de fédérer toutes ces formes d'innovation mais aussi tous ses acteurs.

La French Tech rassemble ainsi des entrepreneurs, des chercheurs, des investisseurs, des collectivités publiques et des élus, mais aussi des écoles et des universités. Aujourd'hui, 120 réseaux sont labellisés French Tech dans le monde. Nous sommes à la fois les tiers de confiance de l'ensemble des acteurs de l'innovation, des facilitateurs d'entrepreneuriat et une « marque ombrelle » de l'écosystème global, pour l'aider à se développer. Nous guidons les entrepreneurs dans leurs décisions, dans leur sélection d'investisseurs et

les aidons à se structurer, s'organiser, recruter... Nous portons en quelque sorte un « regard bienveillant » pour les aider à faire les bons choix, en les mettant en relation avec des acteurs de confiance de notre réseau.

Et plus concrètement, quels outils proposez-vous aux entrepreneurs ?

La French Tech est un label très visible, qui a permis de développer considérablement la marque employeur des start-up. Nous avons une formidable efficacité pour faire connaître les entreprises. Aujourd'hui, nous déployons des dispositifs concrets pour mieux les soutenir dans la construction de leurs projets. Nous avons, par exemple, développé des partenariats avec des structures d'accompagnement (pépinières, incubateurs, technopoles, accélérateurs...) qui aident les porteurs de projets au quotidien sur des problématiques stratégiques.

Notre rôle est de proposer de la mise en relation qualifiée. Nous avons également créé un Guide de l'accompagnement, totalement gratuit, un document inédit qui référence 70 structures d'accompagnement sur tout le territoire, pour aider à mieux orienter les entrepreneurs et simplifier leurs démarches. Et puis, nous nous appuyons beaucoup sur des experts et des acteurs publics. Nous avons imaginé la plateforme French Tech Central – une sorte de Doctolib de l'entrepreneur – qui permet d'être mis en relation rapidement avec des experts de l'Urssaf, de l'INPI, des douanes, de l'Anssi ou encore de Business France, et habilités à répondre aux questions que se posent les entrepreneurs.

qualité, surdosé ou sous-dosé, aux conséquences sanitaires graves : insuffisance rénale, hépatique, résistance bactérienne... Démarrent alors pour cet étudiant en médecine et en santé publique trois ans de lectures, d'apprentissages, de rencontres. Avec un objectif clair : répondre concrètement et durablement à ce fléau en faisant revenir la population dans les pharmacies. Le sentiment d'urgence est si prégnant qu'Arnaud Pourredon interrompt ses études de médecine et se lance à 100 % dans ce qu'il nomme aujourd'hui le combat de sa vie. Il s'associe à Romain Renard, étudiant en finance et stratégie à Science Po, et ensemble ils créent Meditect.

◆ DIGITALISER LA RELATION AU MÉDICAMENT

L'idée est efficace : permettre de vérifier avec un smartphone l'authenticité d'un produit en le photographiant. Pharmacies et patients, en scannant chaque produit, pourront s'assurer de l'authenticité des médicaments et vérifier leur bonne traçabilité. Le premier défi de Meditect n'est pas des moindres : réussir à susciter l'intérêt des laboratoires, en les contraignant à apposer un numéro de série sur leurs produits destinés au marché africain. Deuxième défi, les convaincre de financer en partie le projet puisque l'application Meditect est gratuite pour les patients et les pharmaciens.

Jeune, pas encore médecin, Arnaud Pourredon ne manque pourtant pas d'arguments, convaincu du potentiel et de l'impact du numérique sur les pays en voie de développement. Le laboratoire UPSA suit les deux hommes, ils signent un premier contrat pour un projet pilote

en République de Côte d'Ivoire. Un succès. Après le soutien de business angels, c'est au tour du fonds LBO d'entrer au capital pour soutenir la croissance et le développement de la start-up dans la région d'Afrique subsaharienne.

L'aventure se poursuit et Meditect se diversifie. Parce que les pharmaciens ont un rôle central dans la chaîne logistique, Arnaud Pourredon numérise désormais les officines. La jeune start-up a développé un logiciel de gestion conçu spécialement pour ces professionnels. Tableau de bord numérisé, disponible sur le Cloud, il permet aux pharmaciens de vendre plus efficacement leurs médicaments tout en vérifiant à l'aide d'une douchette leur authenticité. Le logiciel utilise également des algorithmes d'intelligence artificielle pour reconnaître les cycles de vente, anticiper les commandes. Une réponse à une problématique capitale, celle de la disponibilité des médicaments. En effet, près de 50% de la population d'Afrique subsaharienne francophone, ne trouvant pas le médicament souhaité dans les pharmacies, se rend dans un marché de rue et achète un produit contrefait.

La solution se développe rapidement. Elle est désormais disponible en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Sénégal et au Congo. Meditect compte aujourd'hui 25 collaborateurs répartis entre la France et la Côte d'Ivoire et participe au développement économique des pays où elle est implantée. Avec un impact positif. Mais s'il a été contacté par des marques de l'industrie du tabac et de l'alcool pour disposer de sa technologie, Arnaud Pourredon a décliné. Ce n'est pas son combat.

En s'appuyant sur les nouvelles technologies, ces nouveaux entrepreneurs réussissent à allier impact sociétal et croissance économique en démontrant que la technologie peut agir pour le bien commun, tant sur le volet environnemental, qu'éthique, sociétal, inclusif... mais elle a aussi sa part d'ombre.



LAURENCE DEVILLERS

IL EST URGENT DE FORMER À L'ÉTHIQUE DE L'IA

Intelligence artificielle, métavers, robotique... Laurence Devillers, chercheuse du CNRS, auteure prolifique et reconnue, n'a de cesse de nourrir la réflexion sur les enjeux sociétaux, économiques et écologiques du numérique et de l'IA en rappelant l'importance de se saisir de ces sujets pour les encadrer avant qu'il ne soit trop tard.

◆ Nous parlons souvent d'IA, de robots, d'évolutions technologiques sans précédent sur le plan de la conscience des machines. Comment faire la part des choses sur ce sujet ?

S'il m'apparaît normal d'être fasciné par la machine, dire qu'une conscience émerge me semble anxiogène. La MDA par exemple est une IA conversationnelle, lancée récemment par Google, capable

FAIRE ENTENDRE UNE AUTRE VOIX		
<p>d’aborder n’importe quel sujet de discussion. Le 11 juin dernier, un ingénieur travaillant chez Google a déclaré que cette IA était devenue sensible. Selon lui, la MDA avait acquis une conscience de soi. Si certains chercheurs parlent d’émotions et de conscience des machines, c’est un leurre avec, souvent, un effet marketing. Une machine n’a pas de conscience ou d’émotions au sens humain, elle est sans intention, désir et « conatus » (c’est-à-dire l’effort pour persévérer dans son être), concept cher à Spinoza. Cela reste de la simulation à base de 0 et de 1. Ces systèmes conversationnels créent un engouement certain mais peut-on dire qu’on crée une nouvelle espèce, avec une conscience d’elle-même, et des émotions propres simplement parce qu’elle imite notre langage ?</p> <p>Pour autant, il ne faut pas tout balayer d’un revers de main. Il faut être mesuré et réfléchir aux enjeux technologiques et éthiques. À l’heure actuelle, même si nous avons des systèmes d’IA conversationnelle qui répondent à une question quelconque de façon extrêmement affûtée, mieux peut-être que bon nombre d’entre nous, même en ayant engrangé toutes les données du monde, toutes les conversations des plus éminents professeurs, penser qu’une machine peut trouver une solution seule à tous les problèmes n’a pas de sens.</p> <p>Il faut comprendre que le système d’IA repose sur deux éléments :</p> <p>➤ D’abord, grâce à des algorithmes d’apprentissage de données, les systèmes peuvent être capables de trouver des réponses satisfaisantes à des questions, pour autant, ils n’ont ni imagination ni sens commun.</p>	 <p>➤ Ensuite, par des recherches sur Internet et par des filtres sur les phrases absurdes ou simplement politiquement incorrectes qui sont générées, les systèmes peuvent optimiser la génération de réponses. Il n’est donc pas question de conscience ici, mais simplement d’une optimisation locale.</p> <p>➤ L’IA sera-t-elle un jour consciente ?</p> <p>Probablement non pour notre appréhension de la conscience, mais probablement oui pour une autre forme de conscience qui ne serait pas liée à notre définition de celle-ci.</p> <p>Cependant, ces IA sont des outils sociotechniques qui ont des conséquences colossales sur notre langage et notre façon d’être. La machine, agrégation de tout ce qui est déjà possible, peut créer des « essais » fantastiques en musique ou en peinture par exemple. Toutefois, il faut rester lucide, ce sont les humains qui décident au final de l’intérêt de la création. Cela reste des mécanismes statistiques et d’optimisation, qui n’ont rien à voir avec une conscience de soi. Mais cela ne signifie pas que la machine est inutile. Au contraire. Si notre société atteint un niveau scientifique de compréhension des outils, alors nous pourrions être en complémentarité avec la machine</p>	<p>et profiterons de sa créativité au service du bien-être et de l’intelligence collective.</p> <p>➤ L’évolution technologique rapide de l’IA, même si elle n’est pas encore aboutie, place nos sociétés devant leurs responsabilités : comment donner une orientation humaniste aux outils d’IA ? Comment réussir à exploiter avec sagesse ce que la machine peut nous proposer ?</p> <p>Vous abordez l’enjeu fondamental des prochaines années et de ce début de siècle : la formation des générations actuelles et futures, pour appréhender et modifier le monde du numérique.</p> <p>Cela passe d’abord et bien sûr par l’école. L’éducation doit prendre davantage en compte ces sujets pour former la société – qui inventera demain – aux risques des technologies que nous lui mettrons à disposition pour inventer le monde à venir. Tout en gardant les fondamentaux et les grands enseignements de l’Humanité, il est important voire indispensable de former les citoyens à la compréhension des influences du numérique afin de pallier le risque de fracture numérique, c’est-à-dire un nombre trop réduit de personnes compétentes en charge et des citoyens complètement dépendants.</p> <p>Concernant le contenu de ces enseignements, le raccourci, dangereux, est de se restreindre au code. Nous devons former à l’éthique de l’IA ! Il faut aussi se défaire des clichés autour de l’informatique afin d’attirer les jeunes et notamment les filles. Enfin, il est important de faire confiance aux chercheurs et enseignants</p>
50		

À PRIORI(S)

du supérieur, qui peuvent accompagner l'enseignement secondaire le temps de former de nouveaux professeurs. Nous avons besoin qu'une manne de jeunes gens se forme sur le numérique afin de s'accorder sur une éthique de l'IA partagée par tous.

◆ Qu'entendez-vous par « éthique de l'IA » ?

Les objets numériques peuvent être comparés à des médicaments : s'ils peuvent aider à beaucoup de choses, par exemple à réduire l'anxiété, ils deviennent nocifs si on en consomme trop. À cet égard, la pluridisciplinarité est essentielle

au temps de réflexion et le dialogue entre humanisme et technoscience urgent. Si vous êtes philosophe, vous avez une vision de sage érudit, si vous êtes informaticien, vous n'êtes qu'un technicien ! Il faut se défaire de ce mépris de celui qui connaît la technologie, comme s'il ne savait créer que des logiciels.

Par ailleurs, il apparaît indispensable que les pouvoirs publics se saisissent de ce sujet pour préparer la régulation. Du retard a déjà été pris et le temps joue contre eux. L'économie du numérique est en plein essor, sans réfléchir aux conséquences et à la robustesse des systèmes.

Il existe un décalage entre les acteurs privés qui agissent et l'autorité politique qui ne se saisit pas de la question. Je pense que c'est parce que le sujet est encore trop méconnu et que trop peu de représentants scientifiques et d'experts en numérique et IA sont représentés dans les gouvernements actuels.

À ÉCOUTER

AURÉLIE JEAN : LA FORCE DES ALGORITHMES

Docteure en sciences et entrepreneure française, Aurélie Jean est fondatrice et dirigeante de la société In Silico Veritas, spécialisée dans le conseil et le développement algorithmique, et cofondatrice de la société DPEEX, spécialisée dans l'algorithmique en médecine de précision appliquée au cancer du sein. Celle qui cherche à démystifier les algorithmes nous en a donné sa définition.

« Un algorithme est une séquence d'opérations à exécuter, dans le but de résoudre un problème ou de répondre à une question. Cet ensemble de règles opératoires a été pensé par Euclide, qui a développé des méthodes de raisonnement pour démontrer des théorèmes. Aujourd'hui, lorsque nous parlons d'algorithmes, ils sont systématiquement implémentés dans un système informatique pour tourner sur un ordinateur. Il est par exemple envisageable de créer un algorithme dans le but de trier un sac de pommes, de la plus petite à la plus grosse (c'est un exemple que je donne dans l'un de mes livres) ou de classer des nombres entre 0 et 1 000 dans l'ordre

croissant. Les algorithmes peuvent également permettre d'identifier des éléments sur des photos ou des vidéos. “ Est-ce qu'il y a un chien, une personne ? Dans quelle ville se trouve-t-on ? Est-on à Paris, à Rome, à Londres... ? ” Un algorithme peut aussi vous indiquer le chemin le plus court lorsque vous êtes en voiture ou à pied pour savoir quel itinéraire emprunter pour vous rendre à tel endroit, en fonction de votre position actuelle. Lorsque vous êtes à l'hôpital, il y a sûrement des algorithmes qui vont tourner, notamment lors d'un test sanguin. Les algorithmes sont partout mais on ne les voit pas car ce sont des identités numériques et mathématiques non tangibles. »

51

À VOIR, À LIRE, À ENTENDRE

50%

DES FRANÇAIS CITENT
LE MODÈLE SOCIAL ET
LES SERVICES PUBLICS
PARMI LES « ATOUTS »
POUR LE FUTUR DE
LA FRANCE

Dans un contexte géopolitique et économique particulièrement tendu, l'Ifop a interrogé les Français sur leur perception de l'avenir. S'ils sont nombreux à être pessimistes (seuls 29 % d'entre eux considèrent cet avenir comme « excitant »), les Français semblent malgré tout identifier certains « atouts » pour le futur de leur pays, parmi lesquels le modèle social, les services publics, suivis du patrimoine, de l'histoire et de la culture.

tënk

CHANGER NOTRE
REGARD SUR LE MONDE
AVEC TËNK

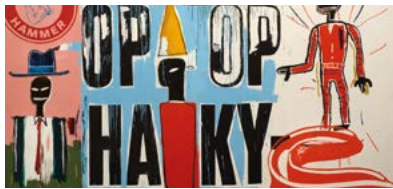
À rebours des géants du streaming vidéo, la plateforme indépendante Tënk invite à la découverte du documentaire d'auteur. Films de festivals, création indépendante, productions rares comme grands classiques trouvent leur place dans ce catalogue de films, méticuleusement sélectionnés par une équipe de professionnels de l'audiovisuel passionnés, qui se refusent à croire à l'idée normative d'un « grand public » homogène partageant les mêmes attentes. Pour ses créateurs, Tënk est avant tout un espace de rencontres, de croisement de regards subjectifs sur le réel, pour mieux comprendre le monde.



PODCAST

PITCH & TALK :
LE PODCAST SAISON 2

Bien que le consensus soit aujourd'hui acquis quant à la nécessité de promouvoir une réelle mixité, l'insuffisante représentation de femmes expertes dans les médias prive les jeunes filles de modèles féminins qui pourraient leur inspirer l'audace et l'ambition auxquelles elles sont pourtant préparées. Pour les encourager à prendre la parole, Voxfemina prépare une saison 2 du podcast Pitch & Talk !



New York à Paris

Du 5 avril au 28 août 2023, la Fondation Louis Vuitton met à l'honneur des œuvres à quatre mains, réalisées par deux grands artistes : Jean-Michel Basquiat et Andy Warhol dans une exposition inédite. Ce regard croisé dresse un portrait unique du New York des années 1980.

*Démostalgie, de la rupture
du citoyen avec le politique*



Le début d'année 2023 verra la publication du livre « Démostalgie, de la rupture du citoyen avec le politique ». Un essai philosophique et politique qui aborde le contexte anxiogène de ces derniers mois et le constat d'une société où le mal-vivre semble être devenu légion. Une fracture sociale, alimentée par le désir d'immédiateté insuffle peu à peu la mort du nous. Le dialogue est rompu car la confiance n'est plus et cette défiance généralisée vis-à-vis des institutions, comme le fossé qui se creuse entre les citoyens et les politiques, porte désormais un nom : démostalgie. Ce néologisme permet de qualifier la fatigue morale du pays et des citoyens, tristes, déçus et se sentant dépossédés de ce qui faisait de notre organisation une stabilité rassurante auprès de laquelle se réfugier. Nous ne faisons plus société mais nous faisons désormais système.

ODE À L'OPTIMISME !



En partageant nos doutes, nos idées, nous n'avons pas simplement décrit la complexité du monde mais la façon dont nous le percevons. En le questionnant, nous remettons en question nos positions et bâtissons collectivement de nouveaux paradigmes. En osant le pas de côté, nous portons un autre regard. Un regard plus positif : profitons en effet du *momentum* que nous vivons pour penser, anticiper et initier des transformations vertueuses de nos modèles d'organisation. Experts comme entrepreneurs nous ont démontré au fil de ces pages qu'à raison d'être répond raison de faire et qu'il nous appartient de façonner le futur tel que nous le souhaitons. À nous de le raisonner et de le désirer. « L'avenir n'est pas ce qui va arriver, mais ce que nous allons faire », affirmait Henri Bergson. Dans ce monde d'instabilité grandissante, d'incertitudes multiples, de menaces accrues, nous pouvons penser la suite de l'histoire.

Une ode à l'optimisme que nous inspirent également les réflexions d'Étienne Klein : « À nous de configurer le futur d'une façon crédible et attractive, en tenant compte d'une part de ce que nous voulons, d'autre part de ce que nous savons déjà, mais aussi de ce que nous sommes en train d'apprendre et de comprendre dans la très étrange situation que nous vivons. » Nul doute qu'il nous faudra du courage et de la détermination. Puisse « À priori(s) » participer à cet élan collectif !



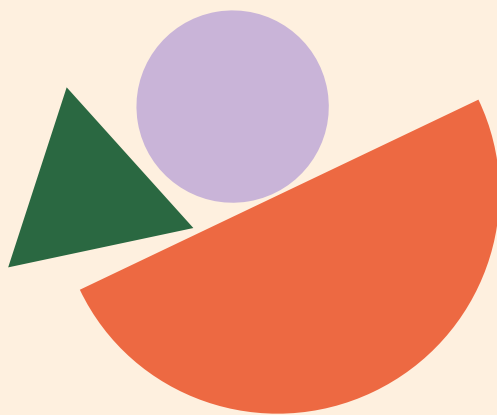
JE DOUTE
DONC JE LIS...
À PRIORI(S)

à priori(s)
LE MÉDIA DES DÉCIDEURS



redaction@a-prioris.fr
contact@a-prioris.fr

Conception : enderby / **Directrice de la publication :** Delphine Jouenne / **Rédactrice en chef :** Morgane de Sainte Marie
Rédaction : Anne-Sophie Watrin, Aude Zerwetz, Adrien Muzio, Adrien Rouvet, Adrien Alberní / **Directrice de création :**
Caroline Saint-Lu / **Crédits photographiques :** AFP, Géraldine Aresteanu, Alexandre Asmodé, Olivier Ezratty / Wikipédia,
Romain Gaillard pour Allary, Laurence Geai, Glwadys Le Moulmier, Bruno Levy pour « Capital », Francesca Mantovani,
Meditect, Nicollin, Guillaume Roujas, Bojana Tatarska pour Allary, Vever / **Impression :** Relais Graphique, Z.A 9 rue de la
Poterie, 93 207 Saint-Denis Cedex / 2022



a-prioris.fr

